



droit et liberté

revue mensuelle
du mouvement contre le racisme
l'antisémitisme et pour la paix



5 francs • n° 356 • mars • 1977

le directeur général de l'unesco:

**antiracistes
en avant !**

**le gang
anti-mrap**

GEORGES RECH



■ l'événement ■

le gang anti-mrap veut tuer

Une petite affichette, sur un panneau officiel du Collège de France, un tract subrepticement glissé dans les livres de plusieurs bibliothèques font l'apologie d'odieux pamphlets néo-nazis (cf. d.l. n° 353, p. 30). Ces brochures visent à nier les crimes barbares des nazis, afin de leur permettre de diffuser à nouveau leurs « idéaux ». Il est vrai qu'il y a peu de témoins de ce que fut l'enfer des camps. Charles Palant, vice-président du M.R.A.P. est l'un des rares rescapés d'Auschwitz. Dix-sept personnes de sa famille y ont trouvé la mort.

Les criminels qui ont déposé une bombe devant sa porte, le vendredi 18 février, savaient ce qu'il représentait par son passé de militant anti-nazi, par ses responsabilités dans l'action antiraciste en France, aujourd'hui. L'engin était conçu pour tuer. Les bandits avaient en effet, mêlé des cailloux à l'explosif, et c'est par un heureux hasard que notre ami et les membres de sa famille ont pu s'en sortir indemnes. Les projectiles ont traversé avec violence la pièce où ils se trouvaient, mais par chance, personne ne se trouvait dans leur trajectoire à ce moment là. La rédaction de **droit et liberté** saisit l'occasion pour témoigner à Charles Palant et à sa famille sa chaleureuse solidarité.

Mais la tentative d'assassinat contre Charles Palant doit avant tout être rattachée aux multiples agressions dont le M.R.A.P. a été victime ces derniers temps. Le 22 août, le local du M.R.A.P. était saccagé par un certain « groupe Peiper », du nom du criminel de guerre nazi disparu lors de l'incendie de sa maison, au début de l'été 76 à Traves, dans la Haute-Saône. Trois mois plus tard, jour pour jour, la porte et l'escalier du 120 rue Saint-Denis étaient maculés de croix gammées. Le premier novembre, une tentative d'incendie provoquait d'importants dégâts. Toutes ces agressions étaient accompagnées de menaces de mort contre les dirigeants du Mouvement. Depuis l'attentat contre Charles Palant, de nombreux dirigeants du M.R.A.P. ont reçu des lettres de menace du « Comité anti-MRAP » qui a revendiqué l'attentat et qui est la nouvelle dénomination du « Groupe Peiper ».

Ces faits sont à rapprocher du développement considérable de la violence raciste dans les derniers temps; les

attentats contre les locaux d'organisations juives se sont multipliés; on a vu se développer les crimes individuels contre des travailleurs immigrés, d'autant plus que certains, comme à Flers, sont restés impunis. On se souvient des incendies d'hôtels de travailleurs immigrés qui ont fait des dizaines de morts cet été, sans qu'on s'en émeuve outre mesure. Des dizaines d'hommes sont morts! Ne méritaient-ils pas d'être protégés? Et les coupables méritaient-ils tant d'indulgence?

Les criminels racistes qui ont commis l'agression contre Charles Palant ont laissé dans sa boîte à lettres un tract ordurier signé du « Comité anti-M.R.A.P. » Ils font l'honneur au Mouvement de lui reprocher son action, toute son action.

« Le M.R.A.P. mène une lutte acharnée contre l'apartheid », déclarent-ils, comme s'il était naturel de s'en indigner. Et il est vrai, en même temps que relativement nouveau, depuis quelque temps, plusieurs groupes d'extrême-droite manifestent leur tendresse pour le régime du nazi Vorster.

Ainsi, un certain « comité Europe-Afrique du Sud » diffuse une affiche dont le titre est : « Pourquoi les prochains Jeux Olympiques ne se tiendraient-ils pas à Prétoria, en Afrique du Sud ? » Cette affiche est la traduction d'un placard paru dans la presse anglo-saxonne et dont on a su par la suite qu'elle était directement financée par l'ambassade d'Afrique du Sud.

Ceci laisse planer des doutes sérieux sur l'origine de groupes tels que le « comité Europe-Afrique du Sud ». On remarque en effet, depuis quelques mois, que l'extrême-droite « française » découvre l'Afrique du Sud.

En novembre 1976, le Parti des Forces



Photo : Gérard Noël.

Charles Palant

Nouvelles annonçait au cours de son deuxième congrès, qu'il avait reçu des « encouragements » d'Afrique du Sud, et disait dans une résolution « sa pleine solidarité avec les combattants d'Afrique du Sud et de Rhodésie ». Le même mois, « Défense de l'occident », proche du P.F.N., publiait un article sur « l'Afrique blanche en péril ».

En janvier 1977, un meeting de soutien à l'apartheid organisé par le « comité Europe-Afrique du Sud » se tenait à la faculté d'Assas où les mouvements

dernière heure : attentat contre roger maria

Quinze jours après l'attentat au domicile de Charles Palant, une bombe a explosé, le 4 mars au soir, devant la porte de Roger Maria, membre du Bureau National du M.R.A.P., et, lui aussi, ancien déporté de la Résistance. Les dégâts sont considérables, et c'est encore une fois par un pur hasard si personne n'a été atteint à l'intérieur et à l'extérieur de l'appartement.

Afin de demander des mesures efficaces contre ces menées criminelles, une délégation de la direction du M.R.A.P., soutenue par les représentants de nombreuses organisations, s'est rendue le 9 mars au ministère de l'Intérieur, où elle a été reçue par M. Masson, directeur-adjoint du Cabinet du ministre.

d'extrême-droite proches du P.F.N. (G.U.D. et U.N.I.) font régner la terreur. Pour sa part, le Front National appelait par voie d'affiche à stopper « l'impérialisme communiste en Afrique ».

La vigilance est en tout cas requise, car la libéralité traditionnelle du régime sud-africain en matière de propagande pourrait ne pas être étrangère au renforcement de certains groupes d'extrême-droite, en France, comme on a pu démontrer que c'était le cas pour des groupes britanniques.

Hommage du vice à la vertu, c'est donc toute l'action antiraciste du M.R.A.P. que visent ces bandits. Ils en voient bien l'efficacité, ils en connaissent le retentissement chez les démocrates de ce pays, et ils savent que l'honneur de la France qu'ils cherchent à ternir par leurs actes odieux passe aussi par la façon dont la société saura se débarrasser de cette plaie. Notre action se renforcera donc, parce qu'un jour vient inéluctablement où tous les hommes regarderont le racisme comme un débris moyenâgeux, et ses adeptes, comme de pitoyables malades.

J.-L. S.-D.

solidarité

Charles Palant a reçu de nombreux témoignages de sympathie, dès que la nouvelle de l'attentat a été connue. Notons en particulier les messages de l'A.N.C. (African National Congress d'Afrique du Sud), le mouvement de libération de l'Afrique du Sud, d'organisations d'anciens résistants ou déportés comme la F.N.D.I.R.P. (Fédération nationale des Déportés et Internés Résistants Patriotes), de l'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie, de l'Amicale des anciens déportés de Buna-Monowitz (Auschwitz III), de l'Amicale des juifs anciens résistants, du cercle Bernard Lazare, de l'Association de solidarité franco-arabe, de l'U.G.T.S.F. (Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France), du Secours Populaire Français, des Eclaireurs et Eclaireuses de France, etc.

A la salle Lancry, le 2 mars dernier, un meeting de solidarité et d'action a été organisé par le M.R.A.P. à cette occasion, pour que cessent les violences racistes et fascistes. De nombreuses organisations s'y sont associées et les orateurs, d'horizons très variés, ont permis à l'assistance de mesurer le danger d'un processus qui menace d'abord les immigrés, les juifs, les organisations démocratiques et antiracistes, mais qui, à terme, met en cause la paix sociale, la liberté de chacun et la dignité du pays tout entier.

■ courrier ■

longtemps encore

Toutes mes félicitations pour le dernier numéro de **droit et liberté**, si intéressant et **vivant**. Et toute mon admiration pour votre merveilleux courage de continuer à le faire paraître, malgré tout ce qui est arrivé ces derniers mois.

Mes vœux pour 1977, à vous et à tous ceux qui militent autour de vous, et que votre action puisse continuer très longtemps encore, pour dire la vérité et combattre pour la liberté. Et abattez le racisme.

Youssef HASSINE
92700 - Colombes.

faut-il distinguer ?

M. Cochet, dans la lettre que vous publiez (janvier 1977) croit pouvoir établir notamment une distinction entre « racisme naturel » et « racisme culturel ».

Une telle distinction n'est-elle pas périlleuse et glissante? L'esprit de clocher ne conduit-il pas au nationalisme? Aimer sa province et ses coutumes, y être attaché, c'est affaire de sentiment, non de morale. Ce n'est ni louable, ni blâmable; c'est naturel. Mais les « préférer » implique un jugement déjà suspect, générateur de préjugés, de haine, de guerre.

Vouloir que « l'étranger » soit un saint ou un génie apparaît comme une erreur symétrique, de même nature, tout aussi dangereuse — un racisme à rebours. Xénophobie et xénophilie sont deux jumelles face à face, qui se querellent et s'excitent mutuellement.

A l'occasion de sa naissance, on ne dit pas d'un enfant qu'il vient à Londres ou à Paris, en Australie ou en Afrique; on dit « qu'il vient au monde ». Voilà bien la vision la plus large et la plus saine de l'homme. La terre de chacun est dans le monde de tous. Voir plus loin suppose qu'on s'est élevé. L'altitude conditionne l'étendue de la connaissance; et la connaissance est facteur de compréhension.

En profondeur, il faut découvrir ses défauts pour s'en corriger. « Connais-toi toi-même ». Pareillement, il convient de discerner, dans son village, dans sa province, dans son pays... ce qui va bien et ce qui ne va pas. Or, paradoxalement, c'est surtout des défauts de son engeance que l'individu se montre fier. Goguenard, le Français traverse au feu rouge, pour afficher son indiscipline. Il se glorifie de resquiller, au nom du « système D ». Tel plaideur s'entêtera jusqu'à la ruine pour « être bien de chez lui ». Absurde!

En quoi l'optique mondialiste peut-elle nuire au folklore? Les costumes, danses, musiques d'une province ne vont-ils pas se faire admirer ailleurs? Aimer l'univers, n'est-ce pas priser sa

au sommaire

■ l'événement ■

le gang anti-mrap veut tuer p.3

une interview de M. M'Bow Directeur général de l'Unesco p.6

le piège déjoué p.7

■ dossier ■

afrique du sud : les forces en mouvement p.11

■ chronique ■

un ami du genre humain p.23

■ action ■

une activité continue..... p.27

■ éducation à la fraternité ■

cahiers pédagogiques p.28

et nos rubriques habituelles...

la couverture est de Jean-Yves Treiber.

diversité? Vive le patriotisme aspirant à la plus grande générosité comme à la plus haute culture de son pays, au bénéfice de la terre entière!

Louis PASCAU
44600-Saint-Nazaire

ce qui est naturel

Je n'ai jamais été raciste, car j'ai eu la chance de naître dans une famille ouvrière où il était naturel de ne pas l'être, et je ne me posais aucune question à ce sujet. L'antisémitisme, connu pendant mon enfance, était pour moi quelque chose de si horrible que je pensais qu'aucun autre racisme ne survivrait à celui-là.

Mais au cours de mon adolescence, j'ai découvert qu'il existe le racisme anti-arabe (pendant la guerre d'Algérie) et que, finalement, le racisme a toutes sortes de visages, qu'il est loin d'être moribond.

J'ai deux enfants (13 et 12 ans), dénués à leur tour de tout racisme, admettant la différence : que leurs copains s'appellent Pierre ou Ahmed n'a aucune importance. Je pense donc que le non-racisme est naturel, humain tout simplement.

C'est pourquoi, dans la mesure où existent ces racismes hideux, en cette fin du 20^e siècle, il est aussi « naturel » de prendre sa carte du M.R.A.P. et d'œuvrer pour que ça n'existe plus.

Puisque le racisme n'est pas dans le cœur de l'homme, et qu'il y vient avec toutes sortes d'influences (guerre, pétrole, orgueil... et certaines idéologies qui y trouvent leur compte et leurs bénéficiaires) on pourrait croire qu'il soit facile de le combattre. Seulement, il faudrait que cessent les appels à la haine, au mépris, à la méchanceté. Je pense, par exemple, à ces films « Tarzan », que tous les enfants regardaient, ces dernières semaines, où il paraissait « naturel » que les noirs soient traités en esclaves et que le blanc commande, toujours bien habillé, ne transpirant pas, même après des marches harassantes. Si l'on ne discute pas devant le petit écran, comment les enfants s'en sortiront-ils?

J'avoue être parfois découragée par l'ampleur de la tâche. Mais je remercie le M.R.A.P. et **droit et liberté** de m'aider, de m'informer.

Denise RENDA
34200 - Sète.

doubler

Après avoir lu **droit et liberté**, et en particulier l'article de Marc Mangin : « **Doubler!** », dans le numéro de novembre-décembre, j'ai décidé d'adhérer au M.R.A.P. (chèque ci-joint). Je vous serais reconnaissant de me faire parvenir les coordonnées du M.R.A.P. à Nice (où je suis étudiant) et à St Raphaël (où je demeure).

François CHAUSSINAND
83700 St-Raphaël.

droit et liberté mensuel

120, rue saint-denis, 75002 PARIS
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239-81 PARIS

directeur de la publication albert levy

rédaction jean-louis sagot-duvauroux

maquette lucky thiphaine

publicité au siège du journal

ABONNEMENTS
• UN AN 50 FRANCS • SOUTIEN 100 FRANCS
ANTILLES, REUNION, MAYOTTE, AFRIQUE FRANCOPHONE 35 FRANCS
LAOS, CAMBODGE, NOUVELLE-CALÉDONIE 35 FRANCS
AUTRES PAYS 75 • CHANGEMENT D'ADRESSE 2 F

■ éditorial ■

du bon usage d'une affiche

Lorsque les militants du M.R.A.P. sont confrontés avec un acte raciste, des préjugés ou des campagnes de haine, le premier problème qu'ils ont à résoudre est celui de l'information. Faire connaître ce qui se passe; éclairer la réalité par nos analyses; appeler les gens à réfléchir, à réagir : telles sont les tâches permanentes qu'exige notre action.

Elles découlent de nos conceptions fondamentales. A d'autres, les agissements clandestins ou la violence des commandos. Nous entendons, pour notre part, nous appuyer sur l'opinion publique pour isoler et confondre ceux qui pratiquent le racisme et l'alimentent. Nous faisons confiance à la lucidité, au sens de la justice, à la volonté démocratique du plus grand nombre pour imposer le triomphe de nos idéaux. Or, pas de mobilisation des consciences sans une information valable.

Au plan local et national, nous rencontrons dans la presse une aide non négligeable. Il n'en est pas de même hélas ! pour la radio et la télévision, dont l'influence est bien supérieure. Dernièrement encore, nous avons dû protester contre l'ostracisme systématique à notre égard de l'émission « **Les dossiers de l'Ecran** ». Et ce n'est pas le quart d'heure annuel de la Tribune Libre de FR.3 qui peut suffire à combler l'absence criante de notre Mouvement, de son point de vue, sur les ondes et le petit écran. Est-ce là une attitude normale, pour des services publics ?

Prenons l'exemple d'un événement récent : le monstrueux attentat perpétré au domicile de Charles Palant, vice-président du M.R.A.P., ancien déporté d'Auschwitz. Des « **flashes** » l'ont certes aussitôt annoncé à la radio; de très nombreux journaux l'ont relaté, à travers la France. Mais il a néanmoins passé, pour beaucoup, inaperçu, car il fut présenté le plus souvent comme un simple « **fait divers** », sans explications ni commentaires. Et le meeting qui a suivi n'a guère été répercuté.

C'était pourtant le moment ou jamais de faire entendre le M.R.A.P. Les agressions fascistes dont il est l'objet se situent dans un contexte de montée du racisme et de l'antisémitisme, de l'arbitraire et de la violence, qui intéresse chacun, en France. Qui, mieux que nous, peut sonner l'alarme ?

Nous ne renonçons pas à obtenir une place plus équitable dans les grands moyens d'information. Nous en avons le droit et le devoir.

Mais cela ne nous dispense pas, bien au contraire, d'un effort accru pour nous adresser « **en direct** » à un public toujours plus large. Nous le faisons par nos tracts, nos affiches, nos réunions publiques. Et surtout par **droit et liberté**, qui est irremplaçable.

Il y aura bientôt un an qu'il paraît dans une formule renouvelée. De toutes parts, dans les milieux professionnels comme parmi nos lecteurs, on se plaît à en souligner la qualité et l'intérêt. Des progrès sensibles ont été accomplis dans la vente et les abonnements. Mais quel décalage entre ces résultats et les besoins : besoins de la revue pour vivre, besoins d'information de l'opinion publique. Il faudrait, d'urgence, dans cette double optique, multiplier par deux, par trois, le nombre de nos lecteurs.

Nous tentons ce mois-ci, l'expérience de faire appel à l'initiative de chacun d'eux. Au centre de ce numéro se trouve une affiche que l'on peut apposer partout : dans un bureau, une école, une Maison des Jeunes, un local syndical, une association, etc..., pour faire connaître l'organe qui défend les victimes du racisme et apporte à tous une utile documentation sur un important problème de notre temps. Mieux : on peut la proposer à son marchand de journaux, à son libraire, en même temps qu'un dépôt de quelques exemplaires de **droit et liberté**, à nous commander en accord avec lui... Nul doute que les comités locaux du M.R.A.P. s'empareront aussitôt de ce nouveau moyen d'action qui leur est donné (1).

Nous n'avons pas la possibilité matérielle d'organiser centralement ce mode de propagande et de diffusion. Mais nous avons des milliers d'amis convaincus et actifs. Alors, nous comptons sur leur concours.

Albert LEVY

(1) Cette affiche, tirée à part, est dès maintenant à la disposition de tous.

M. M'BOW, Directeur général de l'Unesco : antiracistes en avant !

La Journée internationale contre le racisme, le 21 mars, pourrait être un bon moyen de prise de conscience face à une actualité qui malheureusement est fertile en événements racistes. Cependant, elle passe trop souvent inaperçue. Ne risque-t-elle pas de ne rester qu'une sorte de rite ?

Les rites symboliques ne sont pas nécessairement inutiles dans la mesure surtout où le rite devient la manifestation de la foi; en l'espèce il s'agit de la foi en l'homme, en l'égalité de tous les hommes. Il faut cependant être réaliste : l'élimination du racisme ne peut être le résultat de la célébration d'une journée par an. C'est lorsque l'on mettra fin aux inégalités qui existent dans les structures sociales que le racisme aura vécu. Le 21 mars, les antiracistes du monde entier renouvellent leur engagement de poursuivre la lutte contre le racisme. C'est la preuve que le racisme n'a pas l'appui de tous, qu'il n'est pas « normal » d'être raciste; aussi, dans les limites de ce qui est réellement possible, la célébration du 21 mars reste, à mon avis, importante. C'est également l'anniversaire de Sharpeville, le massacre qui, avant celui de Soweto, a le plus secoué le monde.

On a parlé de « l'esprit de Nairobi », après la Conférence générale de l'Unesco qui s'est tenue à la fin de l'année dernière dans cette ville. En quoi consiste-t-il selon vous ?

Une organisation intergouvernementale comme l'Unesco qui réunit d'ores et déjà la plus grande partie des Etats de notre globe, et qui, lorsque les dernières séquelles du colonialisme auront disparu, les rassemblera vraisemblablement tous, représente le lieu de rencontre privilégié des différentes idéologies et conceptions politiques du monde; il est inévitable qu'elle soit un centre de confrontation pacifique. C'est la servitude de l'Organisation mais aussi sa richesse et sa grandeur.

Il s'agit d'une recherche permanente de terrains d'entente, de voies communes de réflexion et d'action vers des réalisations conformes aux aspirations des peuples, vers cette « solidarité intellectuelle et morale de l'humanité » dont nous parlons souvent à l'Unesco. D'une certaine manière, nous essayons tous les jours de mettre en pratique la maxime fondamentale de Teilhard de Chardin : « Tout ce qui monte converge ».

« L'esprit de Nairobi » n'est à cet égard que la passion ajoutée à la recherche persévérante du plus large consensus, même, au besoin, du plus petit dénominateur commun auquel chacun pourrait adhérer. Tel est l'exemple que nous donnent d'ailleurs les hommes d'Afrique réunis sous « l'arbre à palabre », quand les problèmes importants se posent à leur communauté : ils ne ménagent alors ni leur peine, ni leur patience pour réduire les divergences et parvenir, par la parole échangée, par l'espoir partagé, à la solution de leurs problèmes. Telle est l'attitude de la communauté rassemblée sur « l'agora » pour traiter des questions importantes. « La démocratie, c'est la discussion » disait un Masaryk, un homme politique tchèque.

La création, sur mon initiative, d'un Groupe de rédaction et de négociation au sein duquel figuraient les représentants de 25 Etats désignés par la Conférence générale a été l'élément catalyseur de cet esprit de conciliation et de consensus qui s'est manifesté à Nairobi.

La situation des régimes racistes d'Afrique australe a considérablement évolué dans la dernière période. La tâche de la libération est de plus en plus urgente. Comment, selon vous, les peuples de tous les pays peuvent-ils se solidariser avec cette grande cause de l'histoire de notre siècle ?

Il y a bien des manières de se solidariser avec cette entreprise de libération qui est en effet une grande cause de l'histoire de notre siècle : on peut déjà commencer par la diffusion de l'information. Les régimes racistes, ce n'est un secret pour personne, dépensent des sommes importantes pour leur propagande. Le point de vue des régimes racistes figure non seulement dans des journaux ouvertement racistes mais également « entre les lignes » dans d'autres journaux. Les auteurs de ces articles ne comprennent pas toujours les méthodes utilisées par les régimes d'Afrique australe ou utilisent mal les informations données sur le sort des peuples de ces pays. Je ne mentionnerai ici comme exemple que l'importance réservée dans la presse au fait que trois personnes se seraient « suicidées » selon le Gouvernement de Prétoria dans les quatre mois qui viennent de s'écouler, ou encore le manque d'informations sur le nombre réel des jeunes qui ont péri à Soweto. La volonté de faire face à la propagande raciste sur l'Afrique australe,

une analyse approfondie des ressorts mêmes de la situation et, bien sûr, l'aide aux mouvements de libération sont trois objectifs importants de l'Unesco.

Mais l'Unesco ne peut remédier à tous les problèmes. Prenez, par exemple, le cas de toutes les personnes qui ont dû quitter l'Afrique du Sud après les événements sanglants de Soweto. Ce problème est loin d'être résolu par suite du manque de fonds, aggravé souvent par un manque de compréhension. Le sujet de l'Afrique australe suscite-t-il suffisamment d'intérêt en France ? On peut se le demander : les ouvrages de l'Unesco qui lui sont consacrés ont assez peu d'écho en ce qui concerne les éditions françaises; par contre, les éditions anglaises ont beaucoup de succès.

Les travaux de la Commission sur l'Apartheid qui s'est tenue le 29 janvier dernier me donnent l'occasion de dénoncer une fois de plus les ventes d'armes aux pays racistes, les facilités de leur fabrication dans ces pays ainsi que l'appui économique que certains gouvernements leur apportent.

Trop de puissances et non des moindres continuent, à travers des échanges économiques avec ces gouvernements illégitimes, à s'approprier les immenses richesses naturelles de cette région en exploitant la terre et les hommes. Cette exploitation éhontée des peuples d'Afrique est un des plus grands scandales de notre époque.

Les rapports entre les pays restent marqués par l'injustice. Vous nous déclarez l'an dernier que cette injustice était la base fondamentale du racisme. Un des aspects de cette injustice, ce sont les conditions particulièrement difficiles des travailleurs immigrés qui viennent des pays pauvres. Pensez-vous que les organisations internationales puissent apporter un soutien à cette immense masse « d'exilés économiques » ?

Dans le cadre de son programme, l'Unesco a entrepris une étude comparative sur la condition des travailleurs migrants venant des pays pauvres, donc vulnérables; ces derniers sont intégrés dans les secteurs économiques les moins développés et les moins rentables et il leur arrive même d'être privés de l'appui des syndicats. Nous leur apportons notre soutien d'une manière directe par l'éducation, mais aussi en analysant les différents types d'économie. Que les travailleurs des pays pauvres soient obligés d'émigrer n'est pas nouveau; mais il est important de savoir pourquoi ils sont contraints d'accepter les travaux les moins appréciés par les habitants des pays « d'accueil » et de s'y cantonner, même à la seconde génération.

Vous avez proposé un projet de déclaration sur le racisme qui devra vraisemblablement être discuté lors de la prochaine conférence générale de l'Unesco. Cette déclaration vient après d'autres textes de l'ONU et de l'Unesco sur le sujet. Qu'apportera-t-il de nouveau ?

Vous faites bien de rappeler que notre Déclaration s'ajoutera à d'autres instruments déjà existants dans ce domaine. L'apport normatif de l'Unesco à la lutte contre le racisme est en effet déjà important puisqu'il comporte déjà quatre Déclarations toutes inspirées par la vocation éthique et scientifique de l'Organisation mais qui ont été élaborées par des groupes d'experts et de spécialistes siégeant à titre personnel et qui n'ont pu, de ce fait, engager leur gouvernement.

La Déclaration que nous préparons actuellement se situe dans une optique différente : elle devra d'abord aborder la question de la race et du préjugé racial dans sa substance même et faire partager cette analyse par les gouvernements qui seront appelés à l'adopter. Elle devra surtout apporter quelque chose de nouveau et d'original, tant par sa conception que par son contenu.

Dans sa conception, elle devra répondre aux vœux exprimés par la Conférence générale et être un instrument ayant même valeur juridique — et je dirai surtout, même valeur morale — que la Déclaration universelle des droits de l'Homme, c'est-à-dire être un texte solennel auquel on ne recourt qu'en de très rares occasions pour des questions d'importance majeure et durable « où l'on attend des Etats membres qu'ils respectent au maximum les principes énoncés ».

Dans son contenu, elle devra chercher à saisir tous les aspects du problème de la race et du préjugé racial, devenant l'équivalent d'une sorte de code mondial de la lutte contre le racisme.

Par ce que vous représentez et par le travail que vous avez accompli à la tête de l'Unesco, vous vous êtes attiré l'estime et le respect de tous les antiracistes, de tous ceux qui travaillent à l'amitié entre les hommes. Quel conseil ou quel vœu pourriez-vous formuler à l'égard des antiracistes français ?

Le racisme me paraît devoir être combattu par tous les moyens, car il corrompt aussi l'âme de ceux qui le pratiquent. Du racisme au fascisme le chemin est vite franchi.

Pour lutter contre les préjugés raciaux c'est à l'intelligence de l'homme qu'il faut faire appel, autant qu'à son cœur. Le racisme naît presque toujours de l'intolérance, c'est-à-dire du refus de considérer que des hommes et des femmes puissent être différents par la couleur de leur peau, leurs croyances, leur condition sociale ou leur culture, tout en étant semblables.

Les différentes existent certes. Elles constituent une réalité profonde du monde, mais elles devraient être regardées comme pouvant constituer des facteurs d'enrichissement mutuel plus que d'incompréhension et d'opposition.

Je crois donc que les antiracistes français devraient entraîner leurs compatriotes à reprendre le cri d'un Voltaire : « Raison, Tolérance, Humanité ».

Interview droit et liberté
droit et liberté ■ n° 356 ■ mars 1977

le piège déjoué

Reportage de Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX



Ouvriers grévistes de l'entreprise Delecour.

Il est insolite de voir un groupe d'ouvriers adresser une supplique au ministre de l'Intérieur, afin qu'il réprime le droit de grève et qu'il prenne des mesures discriminatoires à l'égard d'un certain nombre de leurs camarades de travail. A la lecture d'un article de l'hebdomadaire « Le Point », repris par le quotidien « Libération » on pouvait penser cependant que c'était arrivé.

A Neuville-en-Ferrain, petite localité de l'agglomération lilloise, l'entreprise Delecour fructifie : chiffre d'affaires quadruplé en 12 ans, un carnet de commande bien rempli, etc. Mais cette entreprise de céramique, dont les ouvriers sont à 90 % des travailleurs étrangers, sait aussi comment développer les profits. Logés dans des conditions misérables au sein de l'entreprise elle-même, les ouvriers d'origine maghrébine (69 en tout), doivent subir une somme étonnante de discriminations qui sont également autant d'atteintes flagrantes à la législation du travail : heures supplémentaires obligatoires et non-payées, fiches de paye irrégulières, salaires moindres, etc. Le nouveau directeur de l'usine, M. Lafitte, un ancien colonial du Maroc, fait d'ailleurs sentir qu'il sait « s'y prendre avec les Arabes ».

Lassés de cette situation, ces travail-

leurs décident de s'organiser, et forment un syndicat affilié à la C.G.T. Une première grève amène la direction de l'entreprise à accepter de se conformer aux règles en vigueur de la législation du travail et entraîne pour l'ensemble des employés une amélioration sensible des salaires et des conditions de travail. Pourtant, l'entreprise refuse de respecter l'accord qu'elle a signé, notamment en ce qui concerne le paiement des heures supplémentaires, ce qui occasionne le 10 janvier dernier un nouveau mouvement de grève, grève majoritaire (69 salariés sur 101), qui se poursuit dans la dignité, sans que ceux qui désirent travailler en soient empêchés.

Devant la détermination des travailleurs, la direction imagine alors une véritable machination raciste. Profitant du fait que les ouvriers grévistes sont tous d'origine maghrébine, elle fomenta une

Dans l'une des baraques,
un moment de détente



Photo : Georges Azenstark

lettre au Préfet de région et au ministre de l'Intérieur demandant leur expulsion, lettre qu'elle fait signer sous la menace aux autres ouvriers de l'entreprise, la plupart immigrés également, mais d'origine européenne. La lettre est ainsi libellée : « Au ministre de l'Intérieur, au nom des 32 salariés non grévistes. Nous vous prions instamment de bien vouloir vous pencher de très près sur notre cas. Salariés d'une entreprise à vocation exportatrice, 50 % de la production, dont le carnet de commande représente six mois de travail, nous ne voulons pas, par la seule volonté des travailleurs étrangers noyautés par la C.G.T. et le parti communiste, nous retrouver au chômage... Nous ne voulons pas ces trop fameux 90% de notre salaire pendant un an... Nous voulons que vive une entreprise française qui a tout pour cela. Renvoyez comme vous l'avez promis, ces fauteurs de troubles dans leur pays d'origine !

Prenez, M.le ministre cette décision ! Montrez que notre pays s'appelle la France. Dites à M. le Premier Ministre que nous le soutiendrons d'autant mieux que vous nous aiderez à sauvegarder une entreprise qui contribue à faire rentrer des devises fortes dans la bourse nationale...

Chassez ces fauteurs de troubles ! La population de Neuville vous soutiendra. Donnez l'éclat que vous pourrez à cette action salvatrice. Donnez espoir à ceux qui, par peur, se laissent convaincre par la gauche. »

Mais quelque temps après, l'Union départementale de la C.G.T. recevait une autre lettre :

« Monsieur le secrétaire; Nous avons l'honneur de vous écrire cette lettre pour vous dire que, pris de remords et devant la gravité du conflit et ses répercussions racistes, nous avons décidé de vous adresser cette lettre, malgré la menace qui pèse sur nous. En effet, nous avons été menacés de licenciement par

M. Lafitte qui nous a obligés malgré nous à signer les lettres envoyées au Préfet de région et au ministre de l'Intérieur concernant les camarades grévistes.

Nous vous informons également qu'au point de vue avantages, nous sommes mieux payés que les camarades immigrés. La direction nous a attribué une prime pour la signature des lettres citées ci-dessus et nous avons reçu des consignes pour provoquer les camarades de façon à prouver qu'ils sont des fauteurs de troubles. Tout cela est la faute de M. Lafitte qui nous impose son autorité malgré nous. »

Bien des choses méritent d'être notées dans cette lamentable affaire, qui est aussi assez exceptionnelle, et qui marque une date dans l'histoire du monde ouvrier en France.

Pour la première fois, de façon aussi marquée, on a essayé de dresser directement les ouvriers les uns contre les autres sur une base purement raciste. On a voulu faire endosser l'injustice à une partie du personnel, usant pour cela de honteux moyens de pression, heureusement déjoués par le courage, la détermination et la dignité des grévistes. On s'est référé directement à des déclarations officielles de membres du gouvernement qui ont joué ici comme une légitimation du racisme. C'est l'aspect négatif.

Face à cela, jamais les grévistes n'ont voulu faire reposer la responsabilité de la situation sur leurs camarades de travail. Le syndicat C.G.T. a immédiatement fait les mises-au-point nécessaires lorsque « Le Point » et « Libération » ont présenté l'affaire comme un conflit racial, montrant au contraire qu'il s'agissait d'une grève majoritaire et justifiée, que la direction essayait délibérément de transformer en un affrontement racial. La deuxième lettre citée ci-dessus montre avec éclat la justesse de cette

thèse. De plus, les travailleurs maghrébins de l'entreprise reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'ont jamais eu de conflit d'ordre racial avec leurs camarades européens. Enfin, la population de la petite ville de Neuville-en-Ferrain, loin de tomber dans les provocations qu'on lui avait tendues, a fait montre d'une grande dignité, considérant avec sympathie la manifestation organisée par les grévistes pour obtenir satisfaction.

On ne doit pas négliger le fait qu'une intense campagne a été menée, dans cette région, sur la question des travailleurs immigrés, notamment par la C.G.T., une campagne qui répond aux nécessités de la situation. Il y a en effet près d'un quart d'immigrés dans la ville de Roubaix. Ils vivent dans des conditions très difficiles, souvent regroupés en véritables ghettos, comme l'habitude commence à s'en répandre dans toutes les grandes métropoles de France.

Bien sûr, cette région n'échappe pas à la campagne inverse, qui vise à développer le poison du racisme dans les mentalités. On pourrait citer des faits parfois cocasses, parfois inquiétants, qui montrent bien la nécessité d'organiser plus encore l'action des antiracistes et des démocrates. On a vu ainsi, à Lille, un officier d'état civil refuser à un Africain de donner un nom musulman à son enfant, et même le traiter de raciste, sous prétexte qu'il ne voulait pas d'un prénom chrétien ! Plus grave, à Maubeuge un « comité de vigilance » du bassin de la Sambre pour la culture et la civilisation européenne diffuse régulièrement un tract appelant à l'expulsion de tous les immigrés et se terminant par cette phrase vengeresse : « A bas l'immigration, l'Europe aux Européens ! »

L'apartheid, ça n'est pas autre chose que ce que voulait instaurer la direction de l'entreprise Delecour : diviser les gens sur des bases irrationnelles, profiter du racisme pour imposer l'injustice à la majorité. On sait quelle société concentrationnaire pour tous un tel système peut entraîner. A Neuville-en-Ferrain, l'apartheid n'aura pas lieu ! Par la réponse déterminée et claire qu'ils ont donnée aux provocations racistes, par le soutien qu'ils ont reçu de leur centrale syndicale, les ouvriers maghrébins de l'entreprise Delecour ont montré avec force que l'humanité pouvait encore triompher de la bassesse. Ils l'ont montré par ce qu'il en allait de leur dignité, de leurs conditions de vie, et aussi de l'honneur de la France dont ils sont les hôtes. Quelle leçon ! Et quel encouragement pour l'action ! Le M.R.A.P. s'est associé à la plainte déposée par le syndicat C.G.T. contre la direction pour provocation à la haine raciale; il s'est porté partie civile.

J.-L. SAGOT-DUVAUROUX

le dialogue nécessaire

« 1977 sera l'année de la paix au Proche-Orient », entend-on répéter çà et là. Le MRAP formule évidemment les vœux les plus ardents pour qu'il en soit ainsi.

Mais ne nous leurrions pas ! La paix ne jaillira pas comme par enchantement, du chapeau d'on ne sait trop quel magicien, elle ne pourra être que l'aboutissement d'efforts soutenus et d'une volonté réciproque et hardie de nouer le contact avec l'adversaire. C'est pourquoi nous nous réjouissons qu'au travers de plusieurs organismes, le dialogue se soit bien instauré entre Palestiniens et Israéliens. Pourtant, certains s'emploient à défaire ce que d'autres ont péniblement tissé.

Ce n'est pas œuvrer pour la paix que de récuser d'avance la médiation du secrétaire-général de l'O.N.U. et ce, au moment où M. Waldheim a obtenu de source palestinienne la confirmation que l'O.L.P. s'apprête à renoncer au principe d'un seul Etat sur toute la Palestine.

Le gouvernement israélien (par la bouche de M. Allon) se dit favorable au dialogue avec les Palestiniens, mais refuse catégoriquement toute allusion à son représentant, l'O.L.P., et menace de boycotter la conférence de Genève en cas de présence de cette dernière. Où est la logique ?

Certaines organisations juives américaines ont bien tort de célébrer comme une victoire le refus des autorités américaines d'accorder un visa et une représentation politique à Washington à des dirigeants palestiniens acquis à l'idée du dialogue avec les Israéliens.

Répétons-le, pour la Nième fois, il n'y a pas d'alternative au dialogue et à la reconnaissance mutuelle, si ce n'est une nouvelle guerre et un agrandissement des prisons, puisque le gouverneur général des prisons israéliennes annonce que le surpeuplement y a atteint des « limites intolérables » et que le nombre de Palestiniens emprisonnés pour « atteinte à la sécurité de l'Etat » s'élève selon lui, à 3227 soit 502 de plus que l'an dernier; autrement dit, plus d'une « atteinte » par jour à la « sécurité de l'Etat » ! De cette surpopulation carcérale, il résulte que chaque prisonnier dispose d'un espace moyen de 2,2 mètres carrés. Autant de chiffres qui devraient donner à réfléchir !

Michel BILIS

la chasse au faciès

J'ai un camarade, récemment rentré de Cuba, où il a travaillé plusieurs années. Il est revenu basané à souhait et il arbore une magnifique paire de « bacchantes » comme on en voit dans les films sud-américains. Notons encore qu'il a dépassé la quarantaine, et qu'on ne peut pas le prendre pour un gamin ou un jeune désœuvré.

L'autre jour, dans le métro, un agent l'interpelle sans aménité : « Eh ! toi, là-bas, tes papiers ! ». Mon copain s'approche et prend une voix suave : « Quels papiers désires-tu ? Ma carte d'identité ? Ma carte de Sécurité sociale ? Mon permis de conduire ? » L'agent

ébahi, se trouble, rougit : « Oh, pardon, vous êtes français ? »

« Oui, je suis français, mais tu peux continuer à me tutoyer. Je suppose que chez vous il n'y a pas de différences entre les hommes ». L'agent se confond avec en excuses...

Un peu plus tard, dans un wagon, le copain essaye de s'asseoir à côté d'un monsieur... corpulent : « Et alors, dis donc, grommelle celui-ci, il n'y a pas assez de place chez toi peut-être ! Retourne donc d'où tu viens ! » Mon camarade ne répond rien, mais avant de descendre, avec la même voix suave, il sussure à son encombrant voisin : « Tu sais, moi aussi je suis d'ici, et je suis chez moi ici ».

J.P.

les feux sonacotra

Depuis 6 mois, cinq incendies dans les cités de transit gérées par la SONACOTRA; le dernier en date a eu lieu dimanche 13 février à 18 h à la Cité du pont de Bezons à Nanterre.

Le sinistre, qui a pris naissance dans les caves a provoqué un début de panique. Sans l'intervention de jeunes et d'adultes de la Cité qui organisèrent avec les moyens du bord (cordes, matelas...) le sauvetage des habitants, on peut se demander si le bilan n'aurait pas été catastrophique (19 personnes en observation pour début d'intoxication par fumée et 2 blessés par fracture.)

En effet l'absence totale d'issues de secours, la grande inflammabilité et toxicité des matériaux de construction auraient provoqué le pire sans l'intervention rapide et en force de pompiers.

Quand on pense que certaines cités de transit sont construites avec des cages d'escaliers en bois, des caves en bois, des cloisons en isorel et en carton, on doute qu'une intervention rapide soit suffisante !



un peiper de famille

Deux émissions sur le criminel de guerre Peiper se sont succédées à quelques semaines d'intervalles, à la télévision ouest-allemande. Bon officier, bon père de famille, victime d'un destin injuste, c'est l'image que les télé-spectateurs d'Allemagne Fédérale auront eu de l'homme qui a disparu l'an dernier dans l'incendie de sa villa, à Traves. Curieusement, comme la quasi-totalité de la presse écrite et parlée, ces émissions ont fait l'impasse sur les renseignements pourtant précis

que nous donnions sur l'horrible massacre de Borgo san Dalmazzo, où 350 juifs étaient condamnés à une mort atroce par Peiper ; enfermés dans des wagons frigorifiques et envoyés ainsi en Allemagne. Là sans doute, la « défense » a peu d'arguments. (d. l. n° 353, p. 21).

Mais les tentatives de disculper les nazis pour leurs effroyables forfaits connaissent aussi leurs supports de presse en France. Un des quotidiens de M. Hersant, France-Soir, a publié deux jours de suite une enquête sur le même Peiper, avec la même indulgence pour les thèses de ceux qui cherchent à faire de l'officier SS un héros. Il est vrai que M. Hersant n'a pas de quoi être très chatouilleux. Le « dossier Hersant », publié chez Maspéro est édifiant à cet égard. On sait que la loi d'amnistie interdit de dire pourquoi M. Hersant a été condamné à dix ans d'indignité nationale après la guerre. Mais le livre révèle qu'il ne faisait, selon lui, « rien de terrible ». Son seul travail « consistait à aller dans les magasins juifs donner des claques aux vendeuses ». Un « blouson-noir » en quelque sorte !

Mais les nazis grand-teint ont leurs nazillons et Peiper a ses émules. A la faculté de droit d'Assas, un soir de janvier, le chanteur noir américain Jack Dupré donne un concert. Au début de la deuxième partie, une vingtaine de jeunes gens arrivent aux cris de « Dehors les Crouilles ». Devant les protestations de quelques spectateurs indignés, le führerliche de ce groupe de voyous déclare : « Nous sommes ici chez nous ». Devant la plainte d'une personne molestée la police répond : « Vous saviez bien qu'en allant à un concert à Assas, vous preniez des risques. » On croit rêver. Les nazis new-look ont donc un no man's land ou faire retentir leurs bottines et leur hargne antidémocratique.

Mais cela ne vient tout de même pas tout seul. La crudescence des ventes d'objets nazis, la curieuse réaction des pouvoirs publics devant des scandales comme ceux du « casse de Nice » où l'on retr... des hommes de la majorité en présence de bandits droit sortis de la pègre et d'hommes de mains en lien avec les groupes d'extrême droite, l'impressionnante succession de manifestations nazies en R.F.A., tout cela n'est pas fait pour rassurer les antiracistes et tout ceux qui veulent vivre en paix dans ce pays et en Europe.

en bref

■ Chute « accidentelle » d'un prisonnier noir du dixième étage de l'Hôtel central de la police de Johannesburg, en Afrique du Sud. « Malheureusement ce sont des choses qui arrivent » a déclaré le ministre de la police, M. Krüger. Ben voyons !

■ Idi Amin Dada persiste avec constance dans la pantalonnade sanglante, et certains témoins affirment qu'il attise, pour maintenir sa tyrannie sanglante, les différences linguistiques ou religieuses. Le racisme vient au secours de la violence. On s'étonnera tout de même que l'indignation justifiée manifestée par l'ensemble de la presse soit aussi tapageuse lorsqu'il s'agit d'Amin et si discrète lorsque l'on relate une barbarie plus sanglante encore et combien mieux organisée : celle infligée à près de trente millions d'hommes par les régimes racistes du nazi Vorster et de son féal Smith.

■ Le 29 janvier dernier, en Guyane, les autorités prennent un arrêté d'expulsion à l'égard de Salima Adjali, une jeune Algérienne. Or il se trouve qu'elle est la compagne d'un opposant influent, Alain Michel. Elle s'était vu quelque temps plus tôt, interdire le mariage avec Alain Michel, en fonction d'une loi de 1945. Ce mariage lui aurait permis d'acquiescer la nationalité française. Les accords d'Helsinki ne semblent pas s'appliquer dans les D.O.M. ! (Une pétition a été lancée pour que la situation de Salima Adjali puisse être régularisée).

■ Le tribunal de Belfort a condamné pour racisme un directeur de piscine, M. Kirazian, à 2 000 F d'amende. Il avait refusé l'entrée de son établissement à une délégation d'étudiants du Qatar, qui décidèrent alors de porter plainte.

■ Mgr Lamont, évêque catholique d'Umtali, au Zimbabwe (Rhodésie), a bénéficié d'une remise de peine afin d'être expulsé par les autorités racistes. Mgr Lamont avait été condamné à 10 ans de travaux forcés pour avoir refusé de dénoncer des patriotes engagés dans la lutte de libération (cf. dl, n° 353, p. 11). Il était devenu encore plus gênant en prison que

libre, pour un gouvernement qui s'affirme pourtant défenseur de la civilisation « chrétienne ».

■ Jusqu'à ce que M. Carter soit en passe de devenir président des U.S.A., un Noir ne pouvait pas aller prier dans la même église que lui, dans la petite ville de Plains, en Géorgie, dont le président est originaire. Sur son intervention expresse, alors que la campagne électorale battait son plein, la déségrégation de la communauté fut déclarée. Cela n'empêcha pas un diacre de cette paroisse d'affirmer : « Nous n'avons pas gagné un président pour perdre notre Eglise. L'intégration raciale, cela ne sent-il pas le communisme ? » (sic).

■ Les fidèles de la dernière synagogue d'Alger ont découvert que leur lieu de culte avait été profané, au matin du samedi 23 janvier. A la requête des autorités religieuses, une enquête a été ouverte et a permis que trois suspects soient rapidement appréhendés. L'émotion a été très vive dans la petite communauté juive d'Alger, composée principalement de personnes âgées.

■ Dans un de ses mots-croisés, la revue spécialisée « Sport cérébral » donnait Youpin, pour la définition : « juif ». Le M.R.A.P. a immédiatement écrit pour protester contre cet « abus de langage ». La revue a répondu en assurant qu'on ne l'y reprendrait pas. Dont acte. Mais elle donne comme justification le fait que le mot « youpin » se trouve dans le dictionnaire. Il est vrai que « raton », « melon » et autre « macaroni » s'y trouvent aussi !

■ Michel Sardou s'est fait mal accueillir en Belgique ? Tout en condamnant certaines méthodes qui ne font que renforcer une publicité qui n'a pas besoin de cela, il faut avouer que ce chanteur semble prendre plaisir à insulter aux sentiments démocratiques et antiracistes. Sa dernière chanson, « Le temps béni des colonies » est particulièrement répugnante. Elle fait appel aux sentiments de domination les plus bas et donne de l'Afrique une image ridicule et servile qui révolte les originaires de ce continent, et leurs amis. Notons que la chanson est assez ancienne, mais qu'à l'époque, le chanteur avait reculé devant ce qu'il faut bien appeler une provocation. Sans doute a-t-il jugé qu'avec la montée du racisme, la situation n'était plus la même et qu'il pouvait enfin laisser libre cours à ses penchants profonds.

états-unis : racisme social

Le problème du racisme s'aggrave constamment aux Etats-Unis. La question est devenue telle qu'il est désormais impossible de mener un quelconque combat social sans trouver devant soi le racisme.

En prenant pour prétexte la crise actuelle — qui semble continuer de s'aggraver malgré les déclarations officielles — les milieux dirigeants américains ont déclenché une attaque massive contre les conquêtes sociales que les travailleurs et les forces progressistes avaient arrachées depuis plusieurs années.

Deux exemples significatifs concernent l'Education Supérieure et le système hospitalier publics à New York City. Les attaques qu'ils ont subies risquent de les détruire. Le prétexte était de réaliser des économies et d'accroître leur rentabilité, mais, en fait, il s'agissait d'une offensive raciste et la résistance à cette attaque a été inefficace, justement parce que les forces qui s'y sont opposées ne se sont pas mobilisées sous la bannière de l'antiracisme.

Le système de l'Education Supérieure, par exemple, était centré à New York autour du secteur public; l'Université de la Ville de New York (C.U.N.Y.), à l'instar de l'Université de Paris, était gratuite et accueillait des centaines de milliers d'étudiants. La plupart de ceux-ci venaient de familles noires, latino-américaines, de travailleurs blancs ou des classes moyennes. Le fonctionnement de ce système représente un très important investissement que les classes dirigeantes ne semblent plus être en mesure de supporter. Elles avaient déjà commencé d'attaquer il y a 2 ou 3 ans en avançant publiquement l'argument que ces étudiants sont « noirs, latins, ouvriers ou autres qui ne sont pas aptes aux études pour des raisons génétiques ou culturelles ». Cette attaque a été victorieuse (pour le moment) grâce à cette propagande néo-fasciste qui a permis de diviser suffisamment le corps étudiant, la Faculté et la communauté nationale pour qu'on puisse décider une réduction de plus de 35 % des crédits. Cette économie, comme beaucoup d'autres (dans les domaines de la Santé ou de l'Assistance Publique), a donc été réalisée au détriment des familles noires, latino-américaines ou de travailleurs blancs modestes, grâce à des arguments racistes.

Il est devenu de plus en plus fréquent de voir les Blancs de milieu modeste en butte à des attaques étayées par des arguments auparavant uniquement employés contre les Noirs et les minorités ethniques. Déjà, en 1971, depuis Harvard, Richard Herrnstein avait élargi l'attaque en « expliquant » le bas niveau économique de tous les travailleurs par des raisons génétiques, affirmant par exemple que « la tendance à être sans emploi peut être inscrite dans les gènes d'une famille, aussi certainement que celle d'avoir une mauvaise dentition » (The Atlantic Monthly, « I.Q. » 1971). En somme, ce qui était avant une propagande raciste contre les Noirs, après avoir été étendue aux autres minorités ethniques, était appliqué aux pauvres puis aux ouvriers en général. Les théories racistes, l'expérience nous l'a appris, s'étendent aux théories sociales.

Robert PAC

■ Nos amis du C.A.R. (Committee Against Racism) ont révélé l'existence d'un véritable camp de concentration pour les immigrants « illégaux » (sans papiers) dans la zone portuaire de Brooklyn à New-York et ils ont conduit une importante manifestation pour dénoncer ce fait.

■ Le C.A.R. est également très engagé dans l'action pour la défense, pour un jugement légal, pour son financement et l'information autour du cas des « Marins » noirs du Camp Pendleton en Californie, qui ont attaqué et dispersé un meeting raciste du Ku-Klux-Klan et qui vont être jugés pour cela devant la Cour.



D.R.

afrique du sud :

les forces en mouvement

Dans l'arsenal kafkaïen des lois répressives sud-africaines, une dernière venue ajoute encore à l'horreur ! Aucune poursuite judiciaire ne pourra être menée contre un policier ou un membre des forces de « l'ordre », concernant d'éventuelles « exactions » dans la répression des émeutes ou le traitement des prisonniers. Cette loi est rétroactive et applicable à partir du 16 juin 1976, le premier jour des massacres de Soweto !

La crispation des pouvoirs racistes en Afrique australe est un des signes du développement des luttes. Au Zimbabwe (Rhodésie), l'échec de la tentative de mettre fin à la colonisation britannique par la conférence de Genève, n'a pas laissé d'autre issue au Front Patriotique que l'intensification de la guerre de libération.

En Namibie, en même temps que la guerre se poursuit dans la bande de Caprivi, l'Oka-vango et l'Ovamboland, la lutte politique de la SWAPO connaît de nouvelles victoires. Plusieurs partis politiques ont décidé de rejoindre le mouvement de libération.

Devant la montée des luttes, le régime de l'apartheid menace d'intervenir massivement au Zimbabwe pour prêter main forte aux dirigeants rhodésiens contre le peuple en lutte, il renforce considérablement son potentiel militaire, avec l'aide de ses alliés, et notamment celle de la France.

Mais des signes encourageants se manifestent : l'Eglise catholique, restée discrète jusqu'à présent, a pris des positions extrêmement courageuses, au côté de ceux qui luttent pour la justice. On assiste en outre à des difficultés économiques, comme une certaine fuite des capitaux, des taux de prêts de plus en plus élevés de la part des pays comme la France. Notons que de nombreux Blancs commencent à être inquiets de la situation, et l'on note en particulier une forte émigration de juifs vers Israël.

Sur le plan international, la décision des pays indépendants voisins de considérer la libération de l'Afrique du Sud comme aussi prioritaire que celle de la Namibie et du Zimbabwe est un atout solide pour le mouvement de libération.

Le dossier qui suit fait l'historique des luttes menées en République sud-africaine, depuis le 21 mars 1960, date du massacre de Sharpeville. Il reprend le rapport d'Albert Lévy, secrétaire-général du M.R.A.P., à la deuxième session de la Commission d'enquête sur l'apartheid qui s'est tenue à Paris le 29 janvier dernier (cf. D.L. n° 355). Il est illustré par les témoignages nombreux qui ont émaillé cette journée d'information et de solidarité.



de Sharpeville à Soweto

Sharpeville, le 21 mars 1960, Soweto, le 16 juin 1976 : ces deux moments cruciaux de l'histoire de l'Afrique du Sud, témoignent de la cruauté du régime d'apartheid, mais aussi de la combativité du peuple africain opprimé.

Soweto, tout comme Sharpeville, n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais une explosion résultant des tensions de plus en plus vives qui s'accroissent dans la société sud-africaine, et de l'acuité croissante des luttes menées, au dedans et au dehors, contre ce crime quotidien qu'est l'apartheid.

permanence des structures de résistance et de combat

En dépit de l'interdiction de l'A.N.C. et d'autres organisations en 1960, en dépit des procès et des prisons, des tortures et des assassinats, de l'arbitraire souverain de la police, le gouvernement raciste n'a jamais pu faire disparaître le mouvement de libération.

Au cours des procès intentés aux membres de l'A.N.C. et à ceux qui les soutiennent, il est souvent question de réseaux clandestins, de transports d'armes, de tracts et de brochures, de faux-papiers, d'entraînement militaire. On doit, certes, tenir compte de la volonté des dirigeants sud-africains d'entretenir un climat de peur, voire de panique dans la population blanche et de justifier la terreur contre la population africaine. Il reste que, sur la base de telles accusations, les condamnations se sont multipliées d'année en année, et que, dans les prisons, les détenus politiques sont de plus en plus nombreux, d'autant que s'ajoutent aux militants clandestins du mouvement de libération, les travailleurs luttant pour leurs salaires et leurs droits, les intellectuels, les étudiants les militants chrétiens — africains ou blancs — qui subissent aussi le harcèlement des forces policières.

la révolte des paysans

Après Sharpeville, en 1960-61, l'un des premiers mouvements d'envergure que les dirigeants de Pretoria ont dû affronter

fut la révolte des paysans noirs du Pondoland et du Tembuland.

Dans le cadre de la politique des Bantoustans, amorcée en 1959, les confiscations de terres africaines avaient pour objectif, entre autres, d'accroître la main-d'œuvre africaine disponible pour le travail agricole au profit des fermiers blancs, et pour les mines. Ces mesures s'accompagnaient de la mise en place de « chefs » tribaux nommés par les autorités blanches.

La résistance a été si vive que le gouvernement fut amené en décembre 1960 à proclamer dans ces régions l'état d'urgence qui dure encore aujourd'hui.

Ce mouvement, qui se solda par des centaines de morts et des milliers d'emprisonnements, s'est prolongé jusqu'en 1964. Mais aujourd'hui encore, autour des fermes blanches de toute l'Afrique du Sud, qui utilisent, outre la main-d'œuvre misérable dite « libre », des détenus mis à leur disposition par le Département des Prisons, la police et l'armée sont partout présentes pour prévenir toute velléité de protestation et d'action de la part des quelques 2 millions d'ouvriers agricoles, permanents ou saisonniers, exploités par 90 000 fermiers, soutiens principaux du Parti Nationaliste au pouvoir.

A tout moment, des affrontements peuvent se produire dans ces bastions de l'apartheid. Le 27 septembre 1975, par exemple, la presse sud-africaine annonçait que, dans Namaqualand, deux fermiers avaient été tués et plusieurs autres blessés lors de l'attaque d'un groupe d'Africains armés.

les luttes dans les mines et l'industrie

La situation de l'emploi dans les mines peut se résumer en quatre chiffres : sur 735 000 salariés, 641 000 sont Africains. Or, cette masse de 87 % des travailleurs ne perçoivent que 34 % du montant total des salaires.

Au terme annuel de leur contrat, ces travailleurs doivent retourner obligatoirement dans leur Bantoustan pour être réembauchés. Pour comprendre leur situation, il faut savoir aussi que les mines sud-africaines sont les plus meurtrières du monde, avec 19 000 morts dont 93 % de Noirs, entre 1936 et 1966, et dans les années 1971-73, un mort blanc et 15 morts noirs par semaine.

Dans les villes, où la main-d'œuvre africaine est reléguée dans les « townships » comme Soweto, les Africains perçoivent, en moyenne, 5 fois moins que les Blancs dans les emplois de l'industrie, de la construction, des transports...

Les Noirs n'ayant le droit ni de se syndiquer, ni de faire grève, toute action de leur part pour se défendre et améliorer

droit et liberté n° 356 mars 1977

leur situation revêt inévitablement la forme d'un conflit dangereux, aussitôt réprimé avec violence par l'Etat.

Il n'empêche que les grèves des travailleurs noirs sont fréquentes en Afrique du Sud. En 1974, un député a pu dire que ce pays détenait « le record des grèves du continent africain pour les deux dernières années ».

Pour s'en tenir à la période récente, voici quelques données :

En 1972, 80 conflits du travail et 22 grèves concernant 3 374 Africains, dont 447 ont été arrêtés. A cela doivent être ajoutées les grandes grèves qui ont paralysé l'économie de la Namibie occupée par Pretoria.

En 1973, officiellement, 246 grèves. Dans la seule ville de Durban, 67 000 Africains ont fait grève, en février.

Le 11 septembre, c'est le massacre des mineurs de Carletonville : 11 morts et 25 blessés.

En 1974, officiellement, 374 grèves concernant 57 766 travailleurs : 58 morts et des centaines de blessés dans les mines, ainsi que 12 000 annulations de contrats.

En 1975, 84 morts et 500 blessés par suite de la répression dans les mines d'or.

les étudiants contre l'oppression

Alors qu'ils représentent 80 % de la population totale, les Noirs d'Afrique du Sud, qui reçoivent, tout au long de la scolarité, une éducation au rabais, ne comptaient en 1974 que 7 845 étudiants fré-

Zola Zembe :

organiser la classe ouvrière noire : un crime

Intervention de Zola Zembé, représentant en exil du SACTU (Congrès des Syndicats sud-africains) extraits.

Les syndicats pour les Noirs ne sont pas reconnus en Afrique du Sud. Ils n'ont pas le droit de négocier avec les patrons et sont sans cesse victimes de la répression.../ Tous les dirigeants authentiques du mouvement syndical noir ont été assignés à résidence ou emprisonnés.../ Ces camarades ont commis le crime d'organiser la classe ouvrière noire. C'est un délit de dire aux gens de s'organiser face à leurs patrons, un délit si vous êtes noir, évidemment.

En ce qui concerne le S.A.C.T.U. (congrès des syndicats d'Afrique du Sud), il faut savoir que ce syndicat a été créé en 1954 parce que les travailleurs noirs étaient rejetés par leurs collègues blancs à la suite d'un chantage du gouvernement qui les menaçait d'interdire leurs syndicats s'ils continuaient à y accepter les Noirs. Mais au fond, pour les capitalistes, la couleur de peau des ouvriers n'a guère d'intérêt. L'important, ce sont les fabuleux profits que leur permet une main d'œuvre à bon marché; et pourvu que les ouvriers soient mal payés, peu leur importe qu'ils soient verts, jaunes, blancs ou noirs.

Notre politique est non raciale, c'est pourquoi nous avons aussi quelques adhérents blancs, mais évidemment, dans l'état actuel des choses, il est impossible que la masse des travailleurs blancs nous rejoignent. /.../

Voici quelques-unes des lois sud-africaines qui régissent la vie des travailleurs noirs. Ainsi, certains emplois sont réservés aux Blancs. La loi interdit de former des Noirs dans certaines branches.

Il n'y a pas d'apprentissage pour les Noirs dans les usines... et même ceux qui exercent un travail qualifié doivent le faire clandestinement et illégalement. Ainsi, lorsqu'un inspecteur du travail arrive dans l'usine, ces travailleurs doivent aller se cacher dans les toilettes pour ne pas être vus.

La loi « maîtres-serviteurs » fait du Noir un semi-esclave par rapport à son patron. S'il ne peut venir, un jour, à son travail parce que son enfant est malade, il est considéré comme ayant commis un délit puni par la loi. On pourrait citer ces lois jusqu'à s'en fatiguer, tellement elles sont nombreuses. /.../

Nous savons que les travailleurs français sont internationalistes. Ils l'ont montré durant la guerre d'Algérie et durant celle du Viêt-Nam, mais ils ne connaissent pas encore la lutte des travailleurs sud-africains et c'est notre devoir à tous de les leur faire connaître. Les capitalistes, eux, sont internationalistes à leur manière, c'est à cet internationalisme que les travailleurs doivent répondre par le leur. Le patronat français cherche à s'implanter en Afrique du Sud où la classe ouvrière n'est pas organisée, et c'est aussi une des causes du chômage en France. Aussi, si nous vous invitons à agir, c'est autant dans votre intérêt que dans le nôtre.

Je vous invite à demander à des membres du S.A.C.T.U. de venir dans vos entreprises afin que nous puissions vous apporter notre aide dans le développement de l'internationalisme des travailleurs français sur ce point.

Zola Zembe : Représentant en exil du S.A.C.T.U. (Congrès des Syndicats sud-africains).

Dlamini Nkosazana :

non à l'éducation bantoue !

L'éducation « bantoue » est raciste dans sa forme, elle est capitaliste dans son essence. En 1924, des programmes d'éducation primaire séparés ont été mis en place. Et cette situation s'est intensifiée avec la venue au pouvoir du Parti Nationaliste. En 1954, on a imposé une éducation « bantoue » dans toutes les écoles. Puis, en 1961, il y a eu la loi sur l'éducation séparée dans les universités, et à ce propos, la doctrine gouvernementale fut très clairement exprimée par un représentant du Parti Nationaliste, M. Leroux : « Nous ne devons pas donner une éducation aux indigènes parce que, sans cela, nous aurons toute une masse de personnes éduquées à un niveau universitaire, parmi les Européens et les Non-Européens; et alors, qui accomplira le travail manuel dans notre pays ? »...

Cette éducation vise à équiper la population noire d'un savoir écrit et oral minimum qui lui permette de servir son maître blanc et de faire face aux besoins économiques qui se présentent à elle. Elle a aussi pour but de développer le tribalisme, qui est pourtant en train de s'effondrer, et de forcer les Africains à penser conformément à la politique tribaliste du régime, et à rendre ainsi plus facile la domination blanche... Il s'agit en fait, pour le régime raciste, d'asseoir par sa politique d'éducation, la domination politique et la surexploitation de la population noire en tant que race par la classe dominante blanche...

Lorsque les premières manifestations d'étudiants et d'élèves se sont engagées, en juin dernier, il y avait de nombreux enfants, certains très jeunes, certains n'avaient pas huit ans, et la police sud-africaine n'a pas hésité à les massacrer brutalement. Ce n'était pas un coup d'essai pour la police. Le gouvernement a toujours réprimé brutalement la population africaine, dès qu'elle montrait le moindre signe de résistance. Mais ce qui est décisif, c'est que le peuple ne s'est pas mis à gémir, mais qu'il a mis tout en œuvre pour organiser la lutte; et cet esprit s'est étendu de Soweto à l'ensemble du pays, des étudiants aux travailleurs et à l'ensemble du peuple, des Africains aux Asiatiques et aux Métis. On a pu voir alors que le peuple sud-africain était uni pour combattre l'ennemi commun. Et le régime a clairement manifesté qu'il ne pouvait dominer notre pays que par la violence ouverte.

Des jeunes gens sont morts par centaines. Dans les prisons sud-africaines transformées en chambres de torture, étudiants, travailleurs, syndicalistes, militants de l'Institut Chrétien ont été enfermés. On a arrêté des journalistes pour cacher les crimes dont ils avaient été les témoins. On a fermé les écoles, les universités. Les rassemblements publics ont été interdits, on a tiré sur les gens qui suivaient des enterrements. Peux-t-on trouver une meilleure image de notre situation que la barbarie nazie ? ...

Voilà maintenant que la France est prête à donner les moyens de l'arme nucléaire à ce monstre déjà dangereux. Je fais appel à tous les gens qui aiment la paix pour qu'ils condamnent et qu'ils isolent l'Afrique du Sud. Dans le même mouvement, ils doivent condamner tous les pays qui apportent leur soutien au régime d'apartheid. Je fais appel à tous pour que vous appuyiez le mouvement de libération, car c'est le seul moyen de renverser le régime sud-africain. Soutenez les militants étudiants, et l'African National Congress qui nous soutient car c'est le peuple tout entier qui se libérera. Je vous remercie tous.

Dlamini Nkosazana : Vice-Présidente de la S.A.S.O. (Organisation sud-africaine des étudiants) et dirigeante du Conseil représentatif des Etudiants de Soweto.

quantant les deux universités qui leur sont réservées (une autre étant réservée aux Métis et une aux Asiatiques) ou suivant des cours par correspondance, tandis que les étudiants des 9 universités blanches étaient au nombre de 95 589. Plus de 70 % des lycéens noirs ne dépassent pas les deux premières années d'études secondaires.

Your company needs Pepco



A good diet means greater productivity.

The power meal for today's canteens. Vitamins, protein and lots of really meaty flavour — the ideal way to keep your work force healthy and hard-working, happy and satisfied.



Royco PEPCO

It makes every meal work harder. For you.

HUDSON & KNIGHT (PTY) LTD
55 Maydon Road, Durban. 2-9511

Dans l'hebdomadaire, « Financial Mail », destiné aux chefs d'entreprises sud-africains, on peut trouver cette publicité d'un fabricant d'aliments pour travailleurs noirs : « *Votre société a besoin de PEPCO. Une bonne alimentation signifie un plus grand rendement. Le repas plein d'énergie pour les cantines d'aujourd'hui. Des vitamines, des protéines et beaucoup de saveur, un véritable goût de viande, la manière idéale de maintenir votre force de travail en bonne santé, travaillant dur, contente et réjouie. Avec ROYCO PEPCO chaque repas produit plus de travail pour vous.* »

En raison de la ségrégation obligatoire dans l'Université et de l'interdiction des organisations multiraciales, les étudiants noirs ont créé en 1969 la S.A.S.O. (South African Students Organisation) dont les objectifs rejoignent ceux du mouvement de libération.

En 1972, c'est l'Université de Turfloop qui a été secouée par de multiples démonstrations : auto-dafé des cahiers où les autorités avaient ordonné le retrait des pages contenant le manifeste de la S.A.S.O. et la Déclaration des droits des étudiants; campagnes de protestation contre l'exclusion de l'étudiant O.R. Tiro.

En 1973, des étudiants noirs en médecine sont condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir participé à une commémoration du massacre de Sharpeville. La même année, les étudiants métis de l'Université de Western Cape protestent avec vigueur contre la médiocrité de l'enseignement et le caractère oppressif du règlement. 4 dirigeants sont exclus, 17

suspendus, et l'Université est fermée pendant un mois.

En 1974, les manifestations étudiantes ont pris une ampleur exceptionnelle à Turfloop, avec, pour mots d'ordre, non seulement la libération d'un dirigeant de la S.A.S.O. arrêté, mais aussi l'abrogation des lois répressives de l'apartheid, et la solidarité avec le peuple indépendant du Mozambique.

La répression s'est déchaînée contre la S.A.S.O.; nombre de ses dirigeants ont été arrêtés. Les activités de l'organisation ont été interdites sur les campus, et un grand nombre de ses militants exclus des Universités, y compris des cours par correspondance. Le 1er février 1975, O.R. Tiro, devenu président clandestin de la S.A.S.O., était tué par un colis piégé.

En 1975, l'agitation des étudiants et lycéens noirs n'a pas pour autant cessé. Pour s'être solidarisée avec les étudiants

Horst Kleinschmidt : répondre en chrétiens à la tyrannie

Je suis un Blanc sud-africain. Mon expérience n'est pas celle de la majorité du peuple sud-africain. Mais je voudrais partir de l'expérience particulière de l'Institut Chrétien. Parlant des Eglises, je ne suis pas comme les précédents orateurs, je ne puis pas être fier de l'action menée. D'une façon générale, les Eglises, en Afrique du Sud, ont été du côté du colonialisme. Elles ont servi les Blancs; elles ont exercé leur travail missionnaire dans un esprit colonial. Le gouvernement lui-même affirme agir selon les principes chrétiens. [...]

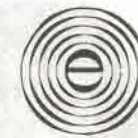
Ce dont je voudrais parler, c'est de petits groupes de chrétiens, de petites fractions de l'Eglise qui ont essayé de répondre en chrétiens à la situation actuelle. L'Institut Chrétien est l'une de ces organisations. Il ne prétend pas être le centre ni l'instrument principal du changement, mais il essaye, à sa manière, d'apporter une contribution. [...]

Un aspect de mon travail, à Johannesburg, était de rencontrer les gens qui sont arrêtés par centaines et par milliers. J'ai eu le contact avec des centaines de victimes de la répression ainsi qu'avec leurs familles. A la suite de cela, j'ai moi-même été arrêté durant 73 jours. Mon expérience ne peut cependant pas être comparée avec celle de certains de mes amis qui ont été arrêtés plus de 700 jours sans jugement. On ne vous accuse de rien du tout, on ne vous fait comparaître devant aucun juge. Contrairement à ce que croient certains, le temps d'arrestation au secret et sans jugement n'est pas de 180 jours, il est illimité. Il est impossible alors de rencontrer sa famille, un avocat, un médecin. [...]

La torture se développe à grande allure, son niveau de sophistication est extrême. Des amis m'ont décrit précisément les méthodes de torture : l'isolement complet, les électrodes. Les formes de torture dépendent des membres de la police. Pour éviter les témoignages, elles changent sans cesse. Certains savent battre les gens sans que cela laisse quelque trace corporelle. J'ai moi-même été placé dans une chambre spéciale, totalement isolée, de telle sorte que les cris des pri; sonniers ne puissent être entendus au dehors. [...]

Je voudrais terminer en citant les paroles d'un grand Chrétien qui fut aussi un leader du peuple sud-africain, l'ancien président de l'A.N.C., Albert Luthuli : « *Aux nations et aux gouvernements du monde, et particulièrement à ceux qui, directement ou indirectement, donnent de l'aide au misérable régime raciste, je déclare : quittez votre hypocrisie et déclarez-vous directement du côté de l'oppression si c'est votre but secret; ne croyez pas que nous sommes trompés par vos protestations pieuses aussi longtemps que vous serez capables d'accepter et d'appuyer la tyrannie dans notre pays.* »

Horst Kleinschmidt : Responsable du Christian Institut of South-Africa, en exil.



e lectre

131 - 133, RUE DE TURENNE, 75003 PARIS

☎ 272 91-72 - 887 40-60

tissages de gravigny

tissus
d'ameublement

Sté anonyme des Ets M. Decroix

9 à 17, rue Diaz
92100 BOULOGNE-SUR-SEINE
Téléphone 604.81.16

case réservée
à la Société M.G.

gadgets - matoquinerie - sacs
exclusif pour chausseurs
gros - 1 2 gros import - export

marais' box

dépositaire bagages avions et starflite
28, rue du temple paris 75002

☎ 278-48-30

métalarc

18, rue de l'Avenir

93800 EPINAY

Tél. 243.26.30

Adolphe

prêt-à-porter féminin

160, rue montmartre

paris-2* - 236 03-89

TERVIL

180, rue du Temple, 75003 PARIS
Téléphone 278.14.86

**CARROSSERIE
DU PRÉ-SAINT-GERVAIS**

13, rue Simonot, 93 PRÉ-SAINT-GERVAIS

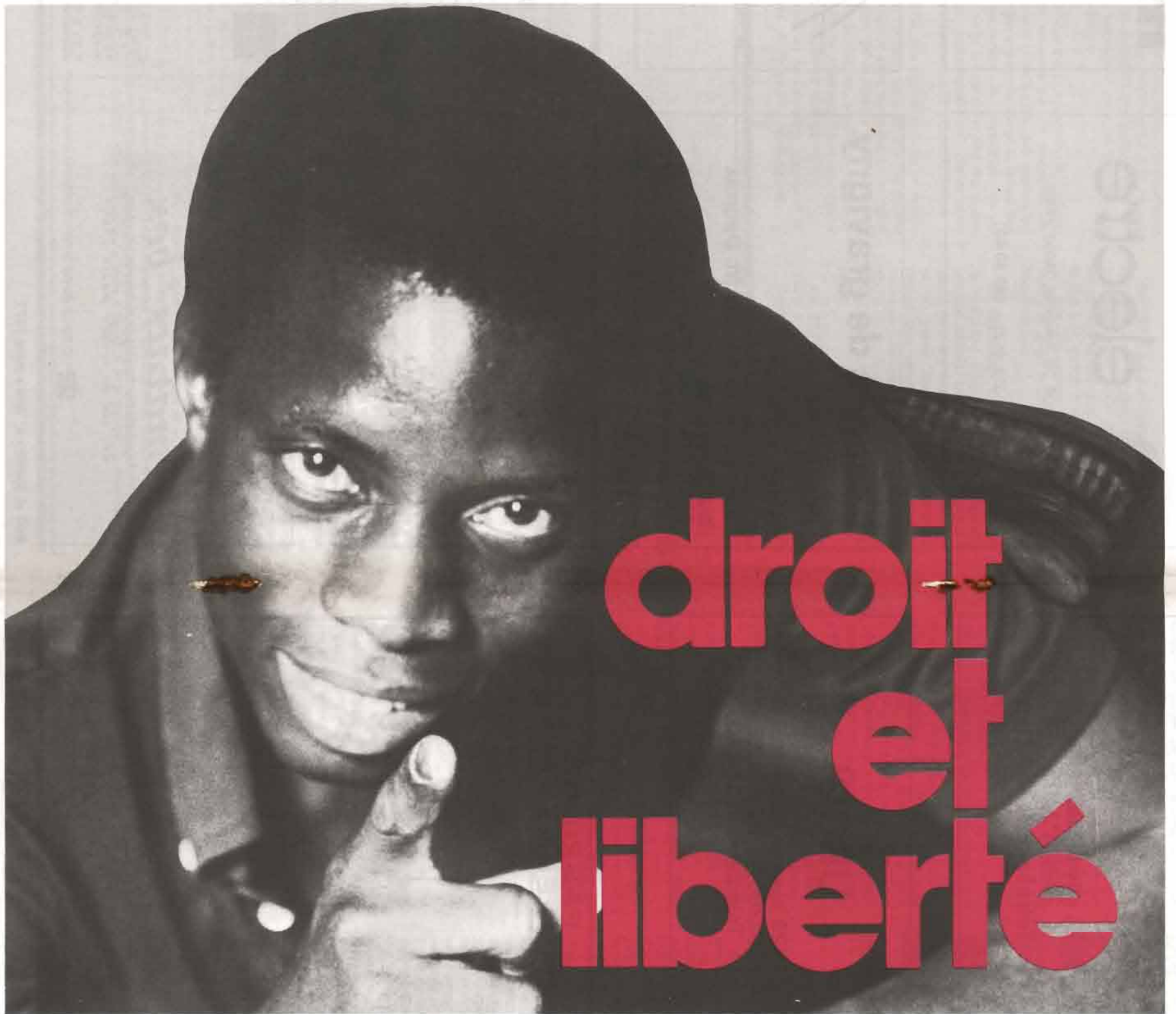
COMIX

SOCIÉTÉ
ANONYME
AU CAP DE
750.000
FRANCS
C. C. P.
18.071-58
P A R I S
R. C. PARIS
81824 57
T E L E X
23094 F

Société Commerciale Internations

18, rue de Toul, 75012 Paris - 346.11-38 +

croyez - moi lisez donc



**mensuel du
mouvement
contre
le racisme
l'antisémitisme
et pour
la paix**


**mr
ap**

Abonnement d'un an (50 F)
de soutien (100 F).
Étranger (75 F). Le n° (5 F).
C.C.P. 9239-81 Paris

120, rue saint-denis
paris 2^e

233.09.57

3 JANS



46, Chaussée d'Antin
Paris Tél. : 744 20-18
874 67-55

bibliothèque internationale

LES CHEFS D'OEUVRE DE LA LITTÉRATURE ENFANTINE DE TOUS LES PAYS

L'initiation à la littérature étrangère est délicate. Essayer par un livre caractéristique, sensible, bien écrit, de situer le jeune lecteur dans un monde accessible à sa jeune culture, est l'objectif de cette collection.

La qualité de l'imagination des auteurs, la construction de leurs histoires, préparent les enfants à la lecture des œuvres des grands romanciers.

Chaque volume, format 13,5 x 22, relié pleine toile, impression 4 couleurs, est présenté sous jaquette rhodoïd, boîitage carton 18,80

NOUVEAUTÉS
(Grande Bretagne)
Pénélope Lively
● LE FANTOME DE THOMAS KEMPE
Catherine Storr
● CATCHPOLE STORY
L'incroyable aventure des enfants Catchpole

19 Titres déjà parus

DE 8 A 14 ANS

FERNAND NATHAN

76. L. 2920

BLUMBERG

10, cité d'Angoulême
75011 PARIS
Téléphone 357.34.21

UBOGI

129, avenue Victor-Hugo
93300 AUBERVILLIERS
Téléphone 352.35.65

FABRIQUE D'IMPERMEABLES

SPORTSWEAR

IMPER-EPEL

Société Anonyme au Capital de 100.000 Francs

10, RUE DES FILLES DU CALVAIRE
75003 PARIS

607.39.33
887.24.06

Métro : FILLES DU CALVAIRE

noirs et métis, la N.U.S.A.S. (National Union of South African Students) où ne peuvent adhérer, par ordre gouvernemental, que les étudiants blancs, a subi, elle aussi, la répression.

les chrétiens et les églises

Lors de la conquête et de l'occupation de l'Afrique du Sud, au 17^e siècle, c'est la Bible à la main que les colons, venus tout d'abord de Hollande, ont pris possession des terres et assuré leur domination sur les autochtones. Et l'église Réformée Néerlandaise (N.G.K.) qui reste la plus puissante, encore à l'heure actuelle avec 40 % des chrétiens, a cru pouvoir puiser dans la religion la justification de la ségrégation.

Mais ce qui est nouveau, dans la dernière période, c'est, d'une part, l'affirmation de l'importance des « *Eglises africaines indépendantes* », qui regroupent plus de 3 millions de fidèles; et, d'autre part, au sein des Eglises dirigées par les Blancs, l'affirmation des chrétiens noirs, de leur identité, et leur participation aux responsabilités, à différents niveaux selon les cas.

Pour ce qui est de l'intégration dans les offices et manifestations religieuses, dont le principe a été admis par différentes Eglises, elle ne se réalise jusqu'à présent que très faiblement. Et même, certains séminaires qui pratiquaient l'intégration ont été contraints, d'y renoncer par le gouvernement.

Ces mutations s'accompagnent d'intenses discussions doctrinales et politiques sur les moyens de mettre fin à l'apartheid.

En 1968, le Conseil Sud-Africain des Eglises (S.A.C.C.), qui réunit toutes les Eglises du pays — à l'exception, pour des raisons évidemment différentes, de l'Eglise Néerlandaise et de l'Eglise catholique — rend public son Message au peuple sud-africain, appelant les chrétiens à la réflexion sur l'apartheid.

Du 16 décembre 1972 au 14-1-1973, un groupe de Chrétiens de différentes Eglises organisent un pèlerinage de protestation contre le système des travailleurs migrants, et se rendent ainsi de Grahamstown au Cap, où se déroule un service en plein air, suivi par 4 000 personnes, en présence de l'archevêque anglican du Cap et de l'archevêque catholique de Durban.

En 1974, le Conseil des Eglises d'Afrique du Sud adopte une résolution sur « le problème de la désobéissance et du recours à l'objection de conscience ».

droit et liberté n° 356 mars 1977



Étudiants blancs sud-africains contre l'apartheid

Eric Abraham : condamné à la mort civile

Il y a encore huit semaines, j'étais le correspondant de nombreux journaux et organes d'information étrangers en Afrique du Sud : le Guardian de Londres, le Dagblat d'Oslo, la BBC britannique. J'essayais de pratiquer en Afrique du Sud le journalisme, tel qu'on le pratique dans une société relativement libre. Je me suis rendu compte que les journalistes occidentaux en Afrique du Sud étaient très dépendants du gouvernement et restaient généralement dans le cadre des communiqués officiels du Secrétariat à l'Information. Ils essayent rarement de discuter avec les Noirs d'Afrique du Sud pour évaluer leur situation et savoir quelles sont leurs aspirations. Ils font principalement confiance à ce que dit le gouvernement blanc. Pour ma part, j'ai ressenti la nécessité d'aller m'informer auprès de ceux qui forment les 3/4 de la population du pays. Et je dois affirmer qu'il n'est nul besoin d'exagérer la situation qu'ils connaissent. La réalité est suffisamment horrible et parle d'elle-même.

Une date est restée particulièrement importante pour moi : c'est le 29 novembre où j'ai été assigné à résidence dans le cadre de la loi sur la sécurité interne, par l'entremise de deux officiers de police. C'est ainsi que j'ai fait personnellement connaissance avec le système extraordinairement répressif dont use le régime sud-africain à l'égard de ceux qui le contestent. /.../ L'assignation à résidence est une sorte d'arrestation à domicile. C'est comparable à une mort civile. L'ensemble des restrictions qui vous sont imposées dans ce cas tient 10 pages de texte. En ce qui me concerne, je n'avais pas le droit de sortir de chez moi de six heures du soir à six heures du matin. Je devais rester chez moi toute la journée les dimanches et les jours fériés. Personne ne pouvait venir me voir excepté mon père, ma mère et mon médecin. Il m'était interdit de pratiquer mon métier de journaliste; il m'était absolument interdit d'apporter quelque contribution que ce soit à l'information, d'aucune manière. Il m'était interdit d'entrer dans un bâtiment qui contienne des moyens de communication, interdit d'être avec plus d'une personne à la fois, interdit d'entrer dans une école, une usine, un quartier noir. /.../

Aucune raison officielle ne vous est donnée pour justifier de ce traitement, aucune possibilité d'appel à quelque cour de justice que ce soit, et ces restrictions s'appliquent pour une période de 5 ans, renouvelable immédiatement. /.../

J'étais présent lors des soulèvements de Soweto, lorsque les gens ont été massacrés. J'étais à Soweto, le 17 juin, au bidonville d'Alexandra, le 18, et au Cap, lorsque les violences y ont éclaté. J'ai vu de mes propres yeux les violences inouïes de la police antiémeute et la barbarie du traitement infligé à des enfants désarmés et pacifiques. Il est impossible, si on ne l'a pas vu de ses propres yeux, d'imaginer la violence qu'utilise la police sud-africaine contre les soulèvements noirs. Et je pense que si j'ai été victime des mesures dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est tout simplement parce que j'ai essayé de rendre aussi exactement que possible la réalité dont j'ai été le témoin oculaire.

Je voudrais faire un dernier appel. Je me suis échappé par le Botswana, et m'y suis retrouvé comme réfugié. La situation des réfugiés au Botswana est extrêmement critique, et je voudrais faire un appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte une aide financière afin de faire face à cette situation.

Eric Abraham, journaliste sud-africain blanc, en exil.

Nous rappelons que le M.R.A.P. a lancé une campagne de solidarité avec les enfants réfugiés d'Afrique du Sud. Envoyez vos dons au M.R.A.P. 120 rue Saint-Denis, 75002 PARIS, au CCP 14 825 85 PARIS, avec la mention « Solidarité avec les enfants de Soweto ».

Du 13 au 15 décembre 1974, l'Institut Chrétien, le S.A.C.C., l'Eglise Néerlandaise africaine, l'Eglise catholique et d'autres organismes chrétiens tiennent une Convention pour la Renaissance Noire, qui s'engage, dans la Déclaration finale, à construire « une Afrique du Sud totalement unie et démocratique, libre de toute forme d'oppression et d'exploitation », formule qui rejoint avec éclat le combat du mouvement de libération.

On ne compte plus, depuis, les prises de position des chrétiens et des Eglises contre le régime.

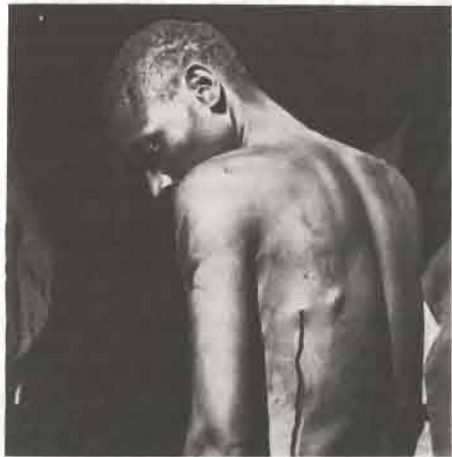
conscience noire

Le poids de plus en plus oppressant de l'apartheid, la lutte multiforme du peuple africain pour s'en débarrasser, se sont aussi traduits, ces dernières années, par une vive effervescence dans les milieux intellectuels noirs.

Par **noirs**, il faut entendre, selon la Black People's Convention, toutes les populations non-blanches : Africains, Métis, Asiatiques.

Cette organisation a publié un Manifeste témoignant d'une grande diversité d'inspirations, où domine l'affirmation de l'identité noire en opposition radicale avec le pouvoir blanc dans tous ses aspects, aussi bien culturels que politiques et économiques.

Les racistes tirent par derrière.

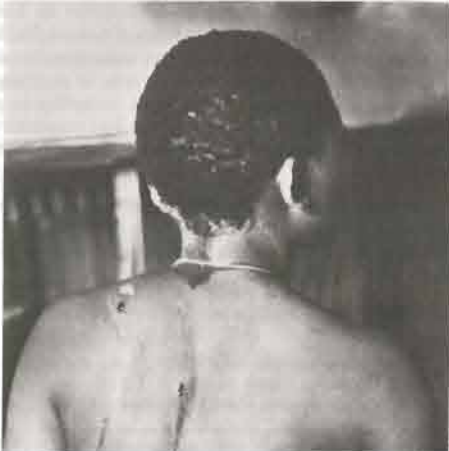


Au cours des années 1973-74, se sont également développées des activités culturelles traduisant dans des formes diverses et quelquefois très agressives la révolte noire, le refus absolu de tout ce que représente la domination blanche.

L'ensemble de ce courant qui n'est pas exempt de contradictions idéologiques, où se rencontrent volontés individuelles et forces organisées, a pris le nom de Black Consciousness Movement. Des écrivains et des journalistes s'y rattachent aussi bien que des dirigeants clandestins du mouvement de libération. Aussi est-il facile de comprendre que s'il n'a pas été explicitement interdit, de même que certains des groupements sur lesquels il s'appuie comme la B.P.C., la S.A.S.O. ou encore le Christian Institute ou le Race Relations Institute, il est l'objet d'une répression incessante, acharnée.

les facteurs extérieurs

Le retentissement de l'indépendance du Mozambique et de l'Angola voisins est énorme en Afrique du Sud. Dès l'été 1974, des tracts, des brochures, circulent, des affiches sont placardées dans les villes et les universités noires, exaltant la victoire remportée par les peuples voisins, traduisant la solidarité et l'espoir. Sur les murs, on peut lire des slogans comme celui-ci : « Nous combattons pour nos droits. Comme au Mozambique, le pouvoir viendra par la lutte. »



La S.A.S.O et la Black People's Convention appellent en septembre à des meetings de solidarité avec le peuple du Mozambique. La police sévit durement, la répression est féroce contre les dirigeants des deux organisations. Mais l'action de l'A.N.C. s'étend et se renforce sans cesse, car les perspectives qu'elle ouvre sont précisément celles de la lutte populaire, comme au Mozambique, comme en Angola.

Et quelle confirmation supplémentaire de la justesse de ses thèses, quel encouragement aux luttes en Afrique du Sud, quand, en mars 1976, après une intervention de plusieurs mois, les forces militaires de Pretoria sont contraintes de se retirer de l'Angola, où elles avaient tenté d'empêcher la marche de l'Histoire! Pour la première fois, cette armée terrifiante, considérée comme invincible en Afrique, doit reculer, renoncer. Et c'est un peuple africain qui l'y oblige!

L'autre facteur, qui isole le régime raciste, qui le place sur la défensive, c'est la pression croissante de l'opinion mondiale.

après soweto

La révolte de Soweto éclate dans ces conditions nouvelles et dans le contexte des luttes qui se multiplient, se diversifient et prennent une ampleur, une continuité croissantes, malgré la répression. Elle en est issue et leur donne une dimension nouvelle.

la langue de l'esclavage

Dans ce « township » où vivent un million de Noirs, à 20 kilomètres de Johannesburg, les lycéens et les collégiens s'élevaient, comme ceux des autres régions, contre une décision prise dès la fin de 1974, par le Directeur Régional de l'Education Bantoue pour le Transvaal méridional, et dont l'application était maintenant exigée de façon pressante par les autorités : l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires devait être fait non plus seulement en anglais mais, pour moitié, en afrikaans.

L'afrikaans, c'est la langue des Boers et, pour les Noirs, la langue de l'esclavage; tous les mots de l'apartheid, et ce terme lui-même sont empruntés à l'afrikaans. En voulant l'imposer, les dirigeants du Parti National faisaient, comme toujours, la preuve de leur volonté chauvine d'as-

Peter Katjavivi et Solly Smith : le peuple sera libre

Peter Katjavivi, pour la SWAPO (mouvement de libération de la Namibie), évoque la libération et les nécessités de la solidarité :

« La SWAPO pense que le jour où les Namibiens vont retrouver leur dignité n'est pas très éloigné. Tout le peuple participe désormais à la lutte, les étudiants, les Eglises, les travailleurs, tous. Bien sûr, nos actions prennent des formes variées suivant les expériences de chacun, mais toutes ces actions n'ont qu'un seul objectif : la libération de notre pays.

Il faut être bien conscient que les changements en Afrique australe, et notamment en Namibie, auront des effets ailleurs. Cela minera les forces qui profitent de la misère des peuples. Et je veux insister sur ce point particulier. Nous disons au gouvernement français : vous avez une responsabilité envers votre peuple. On me dit que le gouvernement est prêt à investir partout dans le monde parce que c'est l'intérêt du peuple français. Mais nous disons : en Namibie, vous investissez dans le sang. Or la Namibie est un pays en guerre, les combattants de la SWAPO sont en action. Dites-le à vos concitoyens afin qu'ils ne disent pas qu'ils ne le savaient pas. Nos balles sont dirigées contre des objectifs militaires, mais aussi contre les installations qui ont pour but de soutenir le régime et l'oppression de notre peuple. Si ceux qui sont venus en Namibie pour participer à ces affaires qui sont illégales, sont pris dans le feu, ils ne pourront pas feindre de n'avoir pas été avertis. Ce message doit être transmis au peuple français; car nous serions horrifiés de voir tomber des Français au cours de notre lutte, du mauvais côté. »

Pour sa part, Solly Smith parle au nom du mouvement de libération de l'Afrique du Sud, l'A.N.C. (Congrès National Africain) «... Le régime raciste a divisé l'Afrique du Sud dans ce qu'ils ont appelé les « bantoustans » afin de diviser le peuple lui-même. Au contraire, l'A.N.C. s'efforce d'unir tout le peuple. Mais comment le peuple de l'Afrique du Sud peut-il agir, puisqu'il n'a pas de droits politiques, puisqu'il n'a pas les moyens de mener son combat sur les plans politique, économique ou idéologique. Il y a eu jadis des négociations pour essayer de rendre plus « raisonnable » la clique qui nous gouverne, pour faire valoir les revendications du peuple sud-africain : le pouvoir au peuple, la récupération des terres. Et le dialogue, la voix de la raison ont toujours été refusés. Le commun dénominateur de toutes ces luttes historiques menées par notre peuple, c'est la lutte armée que l'A.N.C. s'apprête à lancer en Afrique du Sud. Et cette lutte armée demande beaucoup d'organisation, de préparation et de soutien logistique. C'est cela la tâche de l'A.N.C.

En conclusion, je voudrais citer Nelson Mandela, le président de l'A.N.C. actuellement en prison : « La patience du peuple n'est pas sans fin. Un temps vient, dans la vie de chaque nation où il n'y a plus qu'une alternative : se soumettre ou combattre. Ce temps est maintenant venu en Afrique du Sud. Nous croyons que notre action est un coup contre la domination militaire et la guerre civile. Et maintenant, notre action se fait dans le plus grand intérêt de tout le peuple de ce pays, Noirs et Blancs, dont le bonheur futur ne pourra pas être atteint sans l'écrasement de la domination des nationalistes (le parti au pouvoir). »

soir toujours mieux leur influence dans tous les domaines; mais aussi, en sapant l'anglais, langue internationale, donc moyen d'ouverture sur le monde, ils entendaient enfermer plus étroitement la population africaine dans leur système oppressif.

le massacre

Pour protester contre cette mesure, le 16 juin 1976 au matin, élèves et étudiants défilent pacifiquement dans les rues, au nombre de 10 000. On sait la suite : intervention barbare de la police, qui tire sur les enfants; la manifestation devient émeute : bâtiments administratifs, voitures et autobus brûlés; dès le premier jour, il y a officiellement 25 morts (dont 2 Blancs), 250 blessés, 126 arrestations.

Aussitôt connus les événements de Soweto, les manifestations gagnaient les autres townships entourant Johannesburg,

notamment Alexandra et, les jours suivants, la plupart des villes et les universités noires de l'Afrique du Sud, mais aussi les villes et les universités réservées aux Métis et aux Asiatiques.

Pour les seules agglomérations de Johannesburg et Le Cap, après une enquête détaillée, le « Rand Daily Mail » du 31 décembre 1976 a publié une liste de 499 morts depuis juin. Mais la police et l'armée ont également tué à Durban, à Mafeking, à Port Elizabeth, dans beaucoup d'autres villes, et aussi dans les Bantoustans. Du 16 juin 1976 à la mi-janvier 1977, — car le massacre n'a pas cessé — on peut évaluer sans crainte d'erreur à un millier au moins le nombre de morts. A quoi s'ajoutent plusieurs milliers de blessés.

Quant aux arrestations, elles ont été à la fois sélectives, visant les dirigeants du mouvement dès qu'ils apparaissaient, et massives, s'abattant sur les manifestants par milliers.

droit et liberté • n° 356 • mars 1977

objectif : en finir avec l'apartheid

Ce que rejette la jeunesse scolaire et universitaire, ce sont les mauvaises conditions des études pour les non-Blancs et plus fondamentalement encore l'« éducation bantoue » qui vise à maintenir « chacun à sa place » dans la société cloisonnée et hiérarchisée de l'apartheid.

Les bas salaires, les discriminations dans l'emploi, les conditions inhumaines de travail, de transport et de logement, ont également alimenté la colère et les revendications des jeunes comme de la population tout entière. A Soweto, par exemple, 86 % des maisons n'ont pas l'électricité, 97 % n'ont pas l'eau.

Autre cause de mécontentement immédiat et de mobilisation : les conséquences de la politique des Bantoustans sur la vie de chacun, dans les townships. Tout Africain, selon cette politique, perd la nationalité sud-africaine et se trouve automatiquement rattaché au Bantoustan qui sert de « réserve » à son ethnie. Ainsi, les habitants de Soweto, en majorité xhosas, avaient l'obligation d'accomplir à bref délai les formalités pour acquérir la nationalité du Transkei, doté le 26 octobre d'une prétendue « indépendance ». Cette dénationalisation, qui fait des Sud-Africains noirs des étrangers dans les zones « blanches » où ils travaillent, les place sous l'autorité du « consulat » de leur Bantoustan; et, devenus officiellement des « migrants », ils doivent chaque année se rendre sur ce territoire « d'origine » pour obtenir le renouvellement (éventuel) de leur contrat de travail.

Il est donc normal que les élèves comme leurs parents aient été amenés à inclure dans les objectifs des manifestations et des grèves, l'abolition des Bantoustans, la suppression des « passes » où s'inscrit l'assujettissement de la population non-blanche au contrôle pointilleux de l'administration et de la police; la liberté de choisir son logement et son travail — en un mot la fin du régime d'apartheid —, en même temps qu'ils réclamaient l'arrêt des massacres, le châtiement de ceux qui avaient tiré sur les enfants et torturé les emprisonnés, la libération de ceux-ci.

étudiants et ouvriers en lutte

De juin 1976 au début de janvier 1977, toute l'Afrique du Sud est devenue Soweto : écoles fermées, grèves, mobilisation permanente de la jeunesse, manifestations répétées : rassemblements et cortèges revendicatifs, obsèques des victimes de la répression, solidarité avec

les luttes menées en d'autres points du pays. Il ne se passe guère de jour où des foules ne descendent dans la rue, affrontent les grenades et les balles.

un mouvement profond

Les luttes menées pendant ces six mois confirment et renforcent les caractéristiques observées dans la période précédente :

a) Toutes les communautés opprimées sont concernées. Les Noirs, les Métis et les Asiatiques ont fait la preuve de leur solidarité, de leurs aspirations communes, et de leur égale combativité. Tous ont été, de ce fait, frappés par la répression. Parti de Soweto, le mouvement a gagné rapidement l'ensemble des centres urbains.

b) Toutes les couches sociales, dans ces communautés, ont pris part à l'action. Les diverses générations se sont jointes; étudiants et travailleurs ont coordonné leurs efforts; les mouvements noirs ont agi ensemble, l'A.N.C. étant présente dans toutes les luttes.

Il faut souligner, en particulier, l'importance des deux grèves de trois jours (23-25 août, et 13-15 septembre) qui ont notamment paralysé Johannesburg et Le Cap. Elles se sont déroulées, en effet, dans des conditions extrêmement difficiles. Renoncer pendant trois jours à leur

maigre salaire, souvent au-dessous du minimum vital, représente pour un travailleur africain et sa famille un énorme sacrifice. De plus, il peut être sur le champ licencié, sans aucune indemnité, ce qui signifie, s'il ne trouve pas immédiatement un emploi, la déportation dans un Bantoustan.

Il est extraordinaire, dans ces conditions, que la grève d'août ait été suivie à 80 % le premier jour, 70 % le second, et 50 % le troisième; et la grève de septembre en moyenne à 60 %.

c) La participation des Blancs, pour être limitée, reste significative. La N.U.S.A.S., organisation des étudiants blancs, a mené des actions de solidarité, développé sa campagne pour l'égalité dans l'enseignement, et s'est parfois jointe aux manifestations des élèves noirs, métis et asiatiques.

Les Eglises contestataires ont continué leur dénonciation de l'apartheid, et ont subi les effets de la répression.

Des informations passant à travers les barrages de la censure permettent de constater que dans la classe ouvrière, également, des Blancs se placent résolument aux côtés des plus exploités : le 18 novembre, 14 responsables — dont 9 Blancs — de syndicats multiraciaux « non reconnus » étaient assignés à résidence par la police.

Portant à un degré supérieur les luttes populaires, les événements dé-

clenchés par la révolte de Soweto apparaissent donc bien comme le prolongement et l'éclatement du mouvement profond de lutte contre l'apartheid qui n'a cessé de se développer depuis la date historique du massacre de Sharpeville, le 21 mars 1960.

Dans un processus d'accélération et d'amplification, les forces en mouvement en Afrique du Sud avant le drame de Soweto se sont affirmées et mesurées ouvertement avec le régime de Pretoria, pendant la bataille de six mois qui a suivi. Cette épreuve a été dure pour elles. Mais malgré les rodomontades de M. Kruger, le ministre de la répression, en ce milieu de janvier 1977, ces forces de transformation de la société sud-africaine n'ont pas été vaincues. Faisant le bilan et l'analyse de ces six mois d'ardent combat, où s'est affirmée aussi la solidarité internationale en leur faveur, elles se regroupent et, se tournant de plus en plus clairement vers les perspectives ouvertes par le mouvement de libération, préparent, dans les formes appropriées de nouvelles batailles, tandis que les maîtres racistes et leurs supporters s'emploient fébrilement à maintenir debout leur système quelque peu ébranlé et à chercher des expédients susceptibles de le sauver.

A.L.

■ chronique ■

vercors, l'ami du genre humain



Dans sa lutte inlassable contre les injustices, les haines et les persécutions, **droit et liberté** est souvent amené à souligner le caractère tenace du mal : malgré une connaissance quasi-universelle de l'inanité des arguments racistes, il se trouve toujours des gens qui, par fanatisme autant que par vénalité, claironnent les mythes usés, fatigués qu'avaient employés les fauteurs de pogroms tzaristes et les nazis. Imperturbablement, **droit et liberté** — en dépit des lâches attaques et des menaces anonymes — continue sa tâche qui est d'éclairer le monde et d'assurer une société harmonieuse dans sa diversité.

Rarement, nous avons l'occasion de célébrer, de nous féliciter de succès dans cette lutte. Il est d'autant plus réconfortant de rencontrer parmi nous des figures claires, des pensées lumineuses et courageuses dans ce combat sans relâche contre l'ignorance et pour la liberté. Une telle figure est celle de Vercors. L'écrivain né des circonstances, l'artiste toujours jeune qui a tant fait pour exalter les droits de l'homme et la fraternité humaine, a eu soixante-quinze ans, le 26 février. En effet, « *Victor Hugo plus cent* » — comme le temps passe vite ! On a du mal à croire aux chiffres. D'ailleurs, on fait mieux de ne pas y croire, tant le visage ouvert de Vercors dément le nombre des années par la vigueur de l'esprit qui s'y manifeste toujours aussi vivement.

En vérité, l'écrivain n'a rien perdu de sa verve, de la fraîcheur de son langage, de la puissance de ses idées. Aujourd'hui, comme depuis une trentaine d'années, on le lit avec passion, souvent avec ravissement, parfois avec surprise, comme lors de la parution, récemment, de son livre **Je cuisine comme un Chef**.

Toujours à la recherche de ce qui constitue la qualité humaine, Vercors a écrit au cours de sa carrière plusieurs romans, des essais et des textes commentant les grands problèmes de l'histoire, de la philosophie, de la nature. Celui qui, le premier, publia des livres — de beaux livres présentés sous une forme esthétiquement et intellectuellement admirable — dans la

clandestinité sous l'Occupation, celui qui redonna courage à bien des persécutés lassés par le silence démoralisant de la lâcheté et des abstentions prudentes, nous célébrons son jubilé, cette année : trois-quarts de siècle, aussi incroyable que cela paraisse. Car il est resté jeune et pense jeune. Lisons, pour nous en convaincre, le beau volume **L'Humanité en Marche**, paru en 1971. Tout y est — la sagacité d'une pensée philosophique droite et qui avait déjà trouvé son expression typique dès 1950, dans **Plus ou moins Homme**, premier jalon d'une recherche parfois angoissante des profondeurs inconnues de l'homme; recherche sérieuse et cependant souvent animée de cet humour robuste qui a fait acclamer au T.N.P., puis au Théâtre de la Ville, **Zoo ou l'Assassin Philanthrope**.

Dans **L'Humanité en Marche**, nous retrouvons la vigueur d'une pensée indépendante qui ose envisager le chemin parcouru par l'homme à travers les millénaires avec ses hauts et ses bas; chemin ardu et pourtant triomphal, à travers les obstacles d'une nature souvent hostile, à travers l'exaltation des inventions et des découvertes aussi bien que les déboires inévitables, autrefois, de la superstition, des rechutes dans la barbarie si longtemps victorieuse; chemin qui devait mener à la prise de conscience de l'homme et donc aboutir, irrésistiblement, à la conquête de l'univers par l'homme enfin parvenu à une plus grande justice, à un équilibre prometteur d'avenir libre et de fraternité. C'est là le cachet particulier de Vercors de n'avoir rien tu de la vilénie des hommes, de leurs bassesses et petitesse, et d'avoir cependant reconnu le fil conducteur d'une conscience humaine affinée à travers tant d'épreuves et d'erreurs. Les guerres, les calamités sont évoquées avec concision, sobriété et en même temps de manière à faire réfléchir devant tant d'exemples de la folie humaine. Mais les grandes étapes du progrès humain sont peintes aussi sobrement, les révolutions de manière critique et juste. L'ensemble constitue un mani-

festé de solidarité humaine, de confiance en l'homme.

L'œuvre de Vercors, vue dans son ensemble, n'a rien de maussade ni de rebutant. C'est là son moindre défaut. Au contraire, tout en illuminant les recoins les plus cachés de l'âme — comme dans **Le Radeau de la Méduse** — Vercors a eu le don de concilier les extrêmes du subconscient et de la pensée rationnelle et consciente. Ses hommes et femmes tourmentés souffrent et vivent d'une vie éclatante, puisqu'ils sont si profondément humains; leur souffrance nous touche à cause de la simplicité apparente avec laquelle elle est décrite.

Ce même talent de conciliateur, Vercors en a amplement fait preuve aussi et surtout en arbitrant des querelles, parfois futiles et presque toujours fratricides, des divers groupements de la gauche. Reconnu comme un point stable dans le tohubohu des vagues successives d'une révolution qui, comme toujours, dévore ses propres enfants — stable mais combien douloureusement sensible devant les déchirements multiples qu'engendre le va-et-vient du pendule révolutionnaire — cet homme qui respire un humanisme intégral s'est fait entendre nettement au moment où il le fallait. C'est ainsi qu'on l'a souvent appelé à présider aux débats entre représentants de points de vue opposés les uns aux autres, comme le prouve, entre autres, le volume **Morale Chrétienne et Morale Marxiste** (1960).

Ce n'est donc pas pour rien que Vercors s'est vu décerner par le M.R.A.P. le Prix Fraternité, en 1964. La grande et belle voix qui harmonise les divergentes tendances de l'idéalisme progressiste a sonné bien souvent l'alarme au sujet des procès à sensation, — bien avant les autres voix. Ce que disait Vercors était à la fois clair et faisable : raisonnons, examinons les faits, refusons-nous à toute hystérie. C'est ainsi qu'aux antipodes du racisme et de tout dogmatisme étroit, Vercors a établi la présence d'une pensée indépendante, indéfectiblement loyale à l'idéal de justice sociale. Tout son être, tous ses écrits, tous ses discours ont toujours adhéré à cette rectitude lumineuse et ouverte à l'endroit de l'homme quel qu'il soit.

En rendant hommage au courage tranquille et naturel du graveur devenu écrivain et qui toute sa vie a dénoncé les faussetés et hypocrisies d'où qu'elles viennent, saluons surtout l'esprit libre, l'ami du genre humain, le penseur qui, à travers ses sorties quelquefois véhémentes contre les turpitudes, les compromis sordides, la rigidité inhumaine des corps constitués, a su maintenir intacte sa confiance fondamentale en un avenir humain de paix, de vraie justice et de liberté.

Konrad BIBER

PRESIDENT : Pierre PARAF;
VICE-PRESIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean PIHAN, M^e George PAU-LANGEVIN, Dr François GREMY;
SECRETAIRE GENERAL : Albert LEVY;
COMITE D'HONNEUR : Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Pierre COT, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Jean HIERNAUX, Pierre JOXE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Etienne NOUVEAU, Jean PICART LE DOUX, Emile POLLAK, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Monseigneur Guy RIOBE, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Jean SURET-CANALE, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Bernard ZEHRFUSS.
Bâtonnier Paul ARRIGHI, Robert ATTULY, Vincent AURIOL, Docteur Jean DALSADE, Georges DUHAMEL, Yves FARGE, Francisque GAY, Jacques HADAMARD, Georges HUISMAN, Jules ISAAC, Frédéric JOLIOT-CURIE, Henri LAUGIER, Jean LURCAT, René MAHEU, André MAUROIS, Darius MILHAUD, Françoise ROSAY, Marc SANGNIER, André SPIRE, Chanoine Jean VIOLLET.

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

J'adhère au m.r.a.p. ■
Je m'abonne à droit et liberté ■



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 30 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M.R.A.P.

Abonnement d'un an à DROIT et LIBERTE (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Etranger (75 F). C.C.P. 9239-81 Paris ■ Rayer la mention inutile.

mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (m.r.a.p.)
120, rue saint-denis - paris (2^e) - tél. : 233.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris

cinéma



D.R.

noual

« *Noua* est la chronique d'un village, avec ses drames, avec au bout de la mort, la révolte et la prise de conscience des fellahs, face aux rapports qui existent entre Joseph, le colon, et Tahar, le caïd. Joseph est parti, mais Tahar est resté... » Ainsi le réalisateur, Abdelaziz Tolbi, résumait-il son film « *Noua* » qui est sorti en début mars à Paris.

A. Tolbi, réalisateur de télévision, a écrit le scénario, qui relate la vie dans un douar algérien, exactement deux mois avant et après le déclenchement de la guerre de libération nationale, qui, d'après lui, n'avait pas radicalement changé la nature des rapports sociaux, même si elle a changé le visage de ceux qui dominent. Ce film intéressant est un témoignage des recherches du nouveau cinéma algérien.

giacomo mattéoti

Juin 1924, l'Italie, ballotée entre démocratie et fascisme, va bientôt connaître le sort qu'elle se réserve en laissant les mains libres à Mussolini et à ses milices. Le basculement de l'Italie dans la nuit du fascisme pour 20 années, se fera à l'occasion de l'enlèvement de Mattéoti, député, et secrétaire du Parti Socialiste Unifié. Ce parti ayant dénoncé, lors des élections, les violences des fascistes tant sur le plan physique que politique ou juridique, Mattéoti sera ainsi réduit au silence.

Le film de Florestano Vancini, qui se veut une reconstitution historique, ne s'arrête pas au simple enlèvement. La réponse des partis de l'opposition, du parti populaire, ancêtre de la Démocratie Chrétienne, au P.C.I. de Gramsci, en passant par le P.S.U., est l'essentiel de la relation de Vancini.

De là tout l'intérêt de « *Giacomo Mattéoti* » où est exprimé, loin de tout manichéisme ou

schématisation, la responsabilité de cette opposition parlementaire qui était la dernière force à ne pas vouloir sortir du cadre institutionnel, et qui eut là, certainement, la dernière occasion de sauver l'Italie du fascisme. Mais le célèbre « *retrait sur l'Aventin* », reflet de la théâtralisation de la vie parlementaire, l'alliance entre les socialistes et les chrétiens, le refus des thèses de Gramsci, tout cela pèsera bientôt fort peu, face à l'alliance entre la monarchie et le fascisme, sous la neutralité bienveillante du Vatican.

Dans un film tout à fait remarquable de sobriété, où toute tension mélodramatique est exclue, ce qui facilite l'analyse, Vancini relance, à partir de ce passé, un vécu plus proche (cf. assassinat de Lambrakis, de Ben Barka...). Une leçon à ne pas négliger.

le prête-nom

Martin Ritt, cinéaste des minorités, quelles qu'elles soient (cf. ses deux derniers films : « *Sundern* » et « *Comach* » sur la vie des Noirs aux U.S.A.) s'attaque aujourd'hui aux fameuses listes

noires du sénateur Mac Carthy et de sa « *Commission des Activités Antiaméricaines* ».

Cette comédie corrosive, qui a comme référent la situation de la télévision pendant les années de guerre froide, est l'œuvre des bannis, qu'ils soient réalisateurs, (Martin Ritt), scénariste (Walter Bernstein), acteurs (Zero Mostel, Herschel Bernardi, Loyd Gauch). Tous sont des victimes du « mac-carthysme », au même titre que Joseph Losey, John Huston, Berthold Brecht, Dalton Trumbo, Abraham Polonski et quelques 200 autres. D'où la nécessité, pour les écrivains tout du moins, d'utiliser un prête-nom (Woody Allen); et l'on imagine facilement les situations embarrassantes auxquelles la renommée sans cesse grandissante de ce petit caissier vont donner lieu, lui qui ne sait même pas écrire la liste des commissions à effectuer.

Côté délateurs et justiciers, on retrouve à l'époque quelques noms célèbres : Richard Nixon, qui défendait à l'époque la moralité (avant de trébucher sur le Watergate), Ronald Reagan, adepte d'une politique de ségrégation, Walt Disney, protecteur des enfants, Elia Kazan, Gingers Rogers, Robert Montgomery, Robert Taylor.

C'est donc une revanche et un hommage que rend Ritt à tous ses compagnons bannis pour leur générosité, leur humanisme (il n'en fallait pas plus, hélas !).

la revanche d'un homme nommé cheval

Western insolite qui se veut la suite d'« *Un homme nommé cheval* » où un Lord anglais revient dans la tribu sioux où il était devenu un guerrier à part entière avant de regagner l'Angleterre.

De la civilisation indienne, il ne retrouve que des cadavres, des esclaves. Il se trouve confronté à la lente agonie de tout un peuple promis au génocide. Lord Morgan (Richard Harris) tente alors de redonner fierté et espoir à ce peuple. Refait-on l'histoire ? Un western empreint d'humanisme que l'on préférerait à la dernière production de Kershner : « *Raid sur Entebbe* ».

cocorico monsieur poulet

Dans la tradition des fables africaines, et plus particulièrement nigériennes, Jean Rouch, tour à tour ethnologue, cinéaste, poète, et surtout amoureux fou de l'Afrique et des groupes marginaux qu'on peut y trouver, a conçu avec quelques amis de là-bas « *Cocorico, Monsieur Poulet* ».

Véritable conte populaire en prise directe sur le réel, tout se déroule, dialogue et images, en toute liberté, en toute simplicité et amitié.

L'enthousiasme de Rouch et de ses copains africains attachés à leur « *2 chevaux* » comme on l'est à son pays, est communicatif.

Un cinéma rigoureux, même s'il se définit comme un cinéma « *d'amateur* » (malgré les 60 films tournés par Rouch) ! A voir, le plaisir est grand, au détour de l'image.

France mère patrie

A partir d'un fait divers authentique, un assassinat raciste couvert par la police, Guy Barbéro s'est tout entier investi, individuellement et économiquement, contre l'injustice et l'indifférence.

Un film donc sur le racisme quotidien que nous côtoyons, que nous ne combattons pas assez peut-être, ou mal, vu sa recrudescence. Barbéro trace, touche par touche, la condition inhumaine des travailleurs immigrés, le rejet dont ils sont l'objet tant sur le plan du travail que sur celui de l'école ou du logement.

Le cri d'un cinéaste qui doit être entendu et qui est le relais du cri étouffé de ceux qui ont cru en une France Mère-patrie, une France terre d'asile.

Pascal POUILLAUX

l'ombre des anges

« *L'ombre des anges* » du cinéaste suisse Daniel Schmid, tiré d'une pièce de Rainer Fassbinder, suscite le malaise. Telle en était visiblement l'intention; mais il s'agit là d'un malaise dont on ne saurait guère s'accommoder.

On ne saurait certes juger de ce film en fonction de critères ration-

nels : un début, une fin, une intrigue, des bons et des méchants, etc. Schmid prétend se situer sur un autre plan. Le résultat brut est une logorrhée morbide sur l'angoisse et la déchéance; l'intellectualisme hermétique et prétentieux où se complaisent les auteurs fait abondamment bailler le spectateur.

S'il ne s'agissait que de cela, nous le passerions volontiers au compte des incompatibilités artistiques, mais il y a plus grave : Schmid-Fassbinder mettent en scène un juif-capitaliste-financier-promoteur immobilier possesseur et saccageur de la ville, qui sert d'axe central à d'amples digressions pseudo-philosophiques où l'on ne nous épargne même pas une méditation sur les organes génitaux caractéristiques des juifs

et les effets censés en résulter chez les non-juifs.

D. Schmid récuse vigoureusement toute intention antisémite, il s'érige même en pourfendeur du « *fascisme quotidien* ». Dont acte. Mais dans ce cas, serait-ce trop lui demander, alors qu'il s'adresse en priorité à un public allemand dont une partie ne présente pas encore toutes les garanties d'immunité mentale sur ces questions, d'alimenter ses réflexions à partir de bon gros capitalistes bavarois ou prussiens sans considérations annexes ?

Il devrait aisément convenir avec nous que le thème du juif-capitaliste-au-long-sexe ne vient pas combler un vide dans la pensée allemande contemporaine.

B. LYS

livres

survivre à new-york

M. Goldring accomplit dans ce petit livre un authentique exploit : présenter à partir de rencontres et d'observations de voyage un tableau fort suggestif de la société américaine en proie à une crise profonde.

L'auteur possède le don rarissime d'illustrer intensément un problème au travers d'une simple anecdote. Ironique, sans verser pour autant dans « *l'anti-américanisme primaire* », il prononce un réquisitoire féroce contre les innombrables dommages que le capitalisme, dans son expression à la fois la plus achevée et la plus sauvage, inflige au peuple américain.

On notera particulièrement les réflexions sur les problèmes raciaux et intercommunautaires, les clivages angoissants qu'ils répètent parmi les couches les plus défavorisées et les plus exploitées, de même que la tragique et maléfique parcellisation de la conscience qui se refuse à appréhender les problèmes dans leurs ensembles les plus fondamentaux.

B. LYS

De Maurice Goldring aux Editions Sociales.

« *L'Impérialisme français aujourd'hui* » (ed. Sociales), ouvrage collectif, dénonce avec talent, chiffres et faits à l'appui, la politique internationale de Paris, particulièrement vis-à-vis des pays du Tiers-Monde : un bilan

de poids, indispensable au chercheur comme au militant.

■ « *Grands Chemins de communication* », (éd. P.J. Oswald), poèmes d'un ami de toujours du M.R.A.P., Jean-Claude Antok, qui dédie d'ailleurs deux de ses œuvres au Mouvement. Poèmes de la tendresse plus forte que les haines et les violences, ils apportent une note de fraternité forte.

■ « *Encore la France coloniale* » ed. l'Harmattan, par le « Collectif des Chrétiens pour l'Autodétermination des DOM/TOM » flétrit ici la politique coloniale « *de papa* », menée par Paris dans « *ses* » DOM/TOM, avec son cortège de pillage forcené des matières premières de ces « *territoires* » et de « *traite silencieuse* » qui draine des « *citoyens français* » bruns comme « *immigrés de l'intérieur* » vers la métropole.

■ « *La Palestine et le Cinéma* », livre collectif réalisé sous la direction de Guy Hennebelle, (éd. E 100, 24, rue P. de Girard, Paris). Comment les cinéastes arabes, israéliens et occidentaux ont-ils envisagé le destin tragique des Palestiniens ? Cette lutte politique des damnés de la terre peut-elle susciter une esthétique nouvelle ? Cet ouvrage collectif est passionnant par son sujet, nouveau, mais aussi parce qu'il est une interrogation militante exemplaire sur les rapports entre l'art et une lutte de libération bien précise qui se déroule sous nos yeux.

Yves THORAVAL

à la rencontre de Max-Pol Fouchet

Les œuvres de Max-Pol Fouchet sont des rencontres avec la poésie, la peinture, la musique, la lutte pour la paix et la dignité humaine.

Aujourd'hui, il nous donne rendez-vous avec son premier roman où sont réunis tous les thèmes qui lui sont chers. L'auteur, avec une aisance de très grand style, réussit la synthèse d'éléments apparemment antinomiques : le rêve-la réalité, le passé-présent, la transcendance-l'ordinaire, l'amour-la guerre, le mot précieux-le langage cru... N'est-il pas lui-même au centre de cette convergence de la jeunesse et de l'âge mûr, de l'enthousiasme et de l'expérience ? Le génie, le cœur, la main de l'artisan font de « *La Rencontre de Santa Cruz* » un chef-d'œuvre.

Nous n'expliquerons pas ce roman dont le lecteur découvrira toute la saveur douce-amère, douce comme une cantate de Bach ou l'amour de Giséla; amère comme la misère des peuples du Tiers-Monde ou l'espérance déçue : « *Tous les bouchers sont morts aussi, mais voilà : les boucheries sont toujours ouvertes, Thiers et les massacreurs ont seulement fait semblant de mourir, ils sont toujours là, à peine masqués sous d'autres noms* ». Peu d'écrivains sont capables de nous offrir à la fois une lecture agréable et une réflexion profonde, une telle aisance alliée à une aussi forte intensité, ne sacrifiant jamais à la mode, ni à la démagogie.

Le mot « *race* » est pour M. P. Fouchet « *susceptible de produire la plus basse sottise et la cruauté* ». L'antiraciste trouvera des pages bouleversantes sur la fraternité qui anime les justes, sur le combat contre l'oppression; la connaissance de l'autre avec sa culture et ses souffrances : « *Yo tengo tantos hermanos Que nos los puedo contar* » (J'ai tant de frères que je ne puis les compter : les vers d'Atahualpa Yupanqui forment un des liens de la trame de l'ouvrage). Les deux prostituées auxquelles l'auteur offre d'admirables poèmes en prose, Giséla la française et Inca-encarnation l'indienne, sont comme les civilisations : « *Les deux femmes, opposées et complémentaires, se précisaient l'une par l'autre* ».

Nous vous convions à rencontrer à Santa Cruz, ce village misérable d'Amérique Latine, les personnages : Giséla et Inca, Ruiz le révolutionnaire, Dolorès la mère douloureuse, Alfonso, Andrés... et leurs contraires : le Colonel Carachuga le tortionnaire, Alvaro l'opportuniste, Kerdelec, etc...extraordinaire galerie de portraits issus de la palette d'un grand peintre : Max-Pol Fouchet.

Claude RICHARD

« *La Rencontre de Santa Cruz* » - Roman - Grasset éditeur.

■ Le numéro de Noël (n° 60) de « *Paris-Babel* », organe du Secrétariat interdiocésain des travailleurs immigrés, 8, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris, est presque entièrement rédigé par des migrants espagnols, turcs, italiens, portugais, africains et nord-africains, ainsi que réunionnais. Une lettre douloureuse d'une jeune fille vietnamienne, déçue du manque d'accueil des Français, termine le numéro.

La rédaction avait demandé à ses interlocuteurs d'exprimer leurs vœux et leurs souhaits.

C'est ainsi qu'on peut lire : « *J'attends des Français qu'ils*

me considèrent comme un être humain; on dirait parfois qu'ils touchent un serpent quand ils voient que je suis un étranger. Moi, ça me bouleverse et je perds mes moyens » (Mehmet, Turc)... « *Ce que le Réunionnais attend, c'est des portes et des cœurs ouverts. Qu'on porte attention à ce qu'il est, qu'on l'aide à être lui-même, qu'on l'accepte avec et dans son originalité... Qu'on l'aide à créer des liens. Il est timide par nature. Ce n'est pas lui qui fera les premiers pas...* »

Mais tout est à lire dans cette courte anthologie.

Jean PIHAN

LES CAHIERS DE COMBAT POUR LA PAIX

Numéro 290 AFRIQUE AUSTRALE ET APARTHEID

Au sommaire :

Élisabeth MATHIOT : L'apartheid, quelques données de base
Martin VERLET : Afrique australe, l'aube de la liberté, les ombres de la guerre

Yves GRENET : Économie, l'Afrique blanche mal partie
Bernard WANDRILLE : Les entreprises françaises au pays de l'apartheid

Anne-Marie GOGUEL : La France et l'Afrique du Sud
Paulette DECRAENE : Rhodésie, escalade de la violence et isolement de Ian Smith

Louis PETITI : L'évolution de l'action internationale en faveur de la Namibie

Jean BOURHIS, Jacques DESTAILLEUR, Jean FOUR-DRIGNER, Alain LOUVEL, Marcel OMET : Table ronde sur les luttes actuelles et la solidarité.

PARUTION TRIMESTRIELLE

35, rue de Clichy, 75009 Paris - Tél. 874.35.86
C.C.P. Paris 10072 53

Abonnement annuel : 35 Francs, le numéro : 10 Francs

SCHAFFER

75, rue du Général-de-Gaulle
Tél. 483.01.04

40, rue du Général-de-Gaulle
Tél. 483.00.42

78120 RAMBOUILLET

FABRIQUE
DE VETEMENTS
POUR
HOMMES

E^{ts} HENRI

RYMARZ



116, RUE DU FAUBOURG St-MARTIN - PARIS - X^e
TÉL. : 208-11-90 +

LES CAHIERS CULTURES ET FOI

UN OBJECTIF : Rechercher les cohérences possibles entre le matérialisme dialectique et la croyance chrétienne...

UN CHEMIN : Pour les chrétiens, découvrir des motifs d'espérer; pour les autres, rencontrer la recherche de certains croyants qui ont délibérément choisi la justice.

OFFRE EXCEPTIONNELLE pour les lecteurs de "Droit et Liberté"

Nous sélectionnons trois numéros :

1. - *Matérialisme et christianisme* (60 pages) 12 francs
2. - *Dieu fait-il l'histoire ?* (66 pages) 15 francs
3. - *L'histoire manipulée* (32 pages) 5 francs

L'ensemble de ces trois cahiers, 25 francs au lieu de 32, (franco de port).

Pour les recevoir adressez ce bulletin au siège de :
"CULTURES ET FOI" - 5, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
C.C.P. Éducation permanente "Cultures et Foi" 102 03 N Lyon
Abonnement : 35 francs (étranger 40 francs) paraît tous les deux mois.

■ action ■

gros plan

m.r.a.p. - 52

une activité continue

Parmi les initiatives originales des comités locaux ou départementaux du M.R.A.P., nous avons cité, entre autres, dans le dernier numéro de **droit et liberté** la soirée-spectacle et la Fête du Travailleur Immigré organisés à Saint-Dizier par le comité de la Haute-Marne.

Ces réalisations, il convient de le souligner, s'inscrivent dans une activité continue, et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'elles sont possibles. Car un comité, s'il réagit en permanence aux actes racistes, s'il se manifeste fréquemment est porté par son propre dynamisme à se développer et s'affirmer toujours plus.

Voici, en gros, le bilan du comité de la Haute-Marne depuis la rentrée de septembre : conférence de presse sur la criminalité des immigrés; plainte auprès des autorités contre les inscriptions racistes et néo-nazies multipliées sur les édifices publics et contre les activités racistes d'un prétendu « Mouvement du Peuple Pied-Noir »; collecte pour les victimes de la guerre civile au Liban; communiqués divers, contacts avec des organisations locales; soirée avec un représentant de l'A.N.C., mouvement de libération de l'Afrique du Sud, dans le cadre de la tournée nationale du M.R.A.P., et nouvelle conférence de presse à ce sujet; lancement de la double campagne entre les centrales nucléaires livrées à l'Afrique du Sud et pour la solidarité matérielle aux réfugiés de Soweto; tracts sur la situation des immigrés.

Tout cela pour les activités de riposte directe au racisme. Pour ce qui est de l'information et la réflexion : deux expositions sur l'apartheid; panneaux sur le racisme antisémite dans le cadre d'une exposition plus large sur la période du Front Populaire; sondage sur la xénophobie dans une école.

Précisons qu'il s'agit d'un petit comité, créé depuis peu, centré surtout à Saint-Dizier, et qui ne comptait, à l'automne 1976, que 40 adhérents. Conformément à la directive du Bureau National, il a décidé d'en doubler le nombre (et ce n'est qu'un début). La progression est sui-

droit et liberté ■ n° 356 ■ mars 1977

vie systématiquement : le 4 décembre, jour de l'assemblée générale annuelle, le chiffre de 64 était atteint.

Signalons encore que le comité départemental se réunit une fois par mois pour faire le point de la situation, au regard des informations du Bureau National et des événements locaux; qu'il publie régulièrement un bulletin (7 numéros de « Témoins » ont déjà paru), et qu'il programme soigneusement sur une durée d'un trimestre au moins l'ensemble des activités prévisibles.

Un exemple à méditer partout.

avec les immigrés dans l'essonne

Brétigny-sur-Orge. A l'appel de M. Jean Vilain, animateur du Centre Culturel Communal de Brétigny (Essonne), l'abbé Jean Pihan et Bertrand Bary ont représenté le M.R.A.P., dans la soirée du 26 janvier, au cours d'une « Semaine de l'immigration » organisée par ce Centre. En présence d'habitants de la localité et d'un groupe important de travailleurs portugais de la région, a été projeté le film « *Etranges étrangers* ». Un débat d'ensemble s'est instauré avec la participation de Manuel Vaz Dias, auteur de « *Cri d'un immigré* » (recensé dans notre numéro de janvier), dont on n'a pas oublié le courageux dialogue avec M. Djoud, Secrétaire d'Etat à l'immigration, sur la 2^e chaîne de la T.V., le 13 décembre dernier.

Une douloureuse situation locale apportait à ce débat l'éloquence de l'actualité : des travailleurs, immigrés pour la plupart, employés dans une entreprise proche de Brétigny se trouvaient victimes d'un véritable lock-out, ce qui permit de mieux faire saisir aux participants la nécessité d'une défense commune des droits de ceux qui sont encore trop souvent « *les hommes sans voix* ».

riposte à saint-flour

Le lundi 10 janvier dans la soirée, l'Union locale C.F.D.T. de Saint-Flour (Cantal) prévient le comité du M.R.A.P. du Puy-de-Dôme que des travailleurs turcs avaient été expulsés très tôt dans la matinée - ce qui, maintenant, est devenu très classique - et dirigés vers une destination inconnue (1).

Il n'y avait pas de comité du M.R.A.P. dans le Cantal. Celui du Puy-de-Dôme se devait donc d'intervenir énergiquement. Dès 20 heures, le lundi, après avoir prévenu la direction nationale du M.R.A.P., les principales centrales syndicales et les principaux partis, nous avons communiqué notre indignation à la presse régionale écrite et parlée, ainsi qu'au correspondant de l'A.F.P. Un tract était réalisé, que nous avons diffusé en grand nombre dans le centre ville et dans les quartiers immigrés de Clermont-Ferrand. Puis, le surlendemain, nous avons fait passer un second communiqué dans le journal local appelant nos sympathisants et adhérents à manifester avec les organisations syndicales à Saint-Flour. Une délégation du Puy-de-Dôme, après avoir participé à la manifestation, déposa sa propre motion à la sous-préfecture.

Le comité du Puy-de-Dôme, réuni en assemblée générale exceptionnelle, a tenu à donner une double suite à cette affaire :

- Il travaille actuellement, avec l'aide d'étudiants saint-florains à la création d'un comité local du M.R.A.P. à Saint-Flour.

- Une plainte a été rédigée avec l'aide de M^e Thiébault, avocate sympathisante du M.R.A.P. et envoyée à M. le Procureur de la République d'Aurillac. Elle se fonde sur les discriminations raciales que nous avons relevées dans l'affaire de Saint-Flour, et repose sur trois points : conditions d'embauche et de travail, discriminations dans le salaire, discriminations dans le logement.

Cette plainte vient compléter celle de la C.F.D.T., relative à la législation du travail, et se situe sur un terrain d'action propre au M.R.A.P.

Patrice LESCURE

(1) Voir *droit et liberté* de février 1977

Homme, 41 ans, bilingue, grande expérience Telex, cherche emploi responsable service. Écrire à *droit et liberté* qui transmettra.

Gray

MAROQUINIER

313, RUE DE VAUGIRARD - PARIS 15^e - TÉL. : 532 42-77

LES TEXTILES RÉUNIS

93, rue Réaumur, 75002 PARIS
Téléphone 236.48.95

enfants de migrants :

vers l'égalité des chances

■ Deux nouveaux comités d'arrondissements créés à Paris : dans le 11^e et dans le 18^e.

■ L'exposition sur l'Afrique australe diffusée par le M.R.A.P. (au prix de 100 F) a été présentée à Gennevilliers (92), à Saint-Quentin-en-Yvelines (78), à Choisy-le-Roi (94), et Angers (49) par les comités locaux de ces villes.

■ Débat sur l'apartheid, organisé par le comité d'entreprise de la SNECMA-Hispano, à Bois-Colombes, le 17 février, avec la participation de Jean-Louis Sagot-Duvaurois, membre du Bureau National du M.R.A.P.

■ Projections de « *La Dernière Tombe à Dimbaza* » sous l'égide du M.R.A.P. à Montpellier, Angers, Amiens. Dans cette dernière ville, soirée-débat avec Thami Sindelo, délégué de l'A.N.C., mouvement de libération de l'Afrique du Sud.

■ Conférence de presse du comité local du M.R.A.P. et de l'A.S.T.I. le 18 février à Amiens pour protester contre la brutale expulsion d'un immigré capverdien.

■ Le comité du M.R.A.P. de Marseille, qui vient de tenir une assemblée générale, proteste dans un communiqué « *contre tout parallèle établi entre le nombre des chômeurs et le nombre de travailleurs immigrés en France* ». Il a écrit dans ce sens au Président de la République après les propos qu'il a tenus aux « *Dossiers de l'Ecran* ».

carnet

nos deuils

■ Nous avons appris avec émotion la mort de notre ami **Jean-Louis Lévi-Alvarès** décédé dans sa 64^e année. Monteur, puis réalisateur et producteur de films, il avait joué un rôle particulièrement important, dans la défense du cinéma français. Depuis la création du M.R.A.P., il apportait son ardent soutien à la cause que nous défendons. A Irène Joachim, sa compagne, à toute sa famille, nous exprimons nos amicales condoléances.

■ Le comité du M.R.A.P. du Nord a la douleur d'annoncer la disparition brutale de **Pierre Farvacque**, actif militant antiraciste, ancien secrétaire-adjoint du comité local de Roubaix, décédé à l'âge de 27 ans. Avec lui, nous nous associons à la douleur de sa famille, si cruellement frappée, à qui nous disons notre profonde amitié.

distinction

■ Nous saluons l'entrée à l'Académie Française de notre éminent ami **Maurice Rheims** membre du Jury du Prix Fraternité, décerné chaque année par le M.R.A.P. Cette haute distinction honore votre Mouvement lui-même auquel Maurice Rheims témoigne, de longue date, une précieuse sympathie.

Pierre Paraf et Albert Lévy représentaient notre Mouvement à la réception qui a été donnée à cette occasion.

Deux ans après notre Colloque de Marly, l'excellente revue « *Cahiers Pédagogiques* » a publié à son tour un substantiel numéro (avril 1976) sur les problèmes scolaires que posent les enfants de migrants. Nos travaux y sont souvent cités et figurent en bonne place dans la bibliographie donnée au début. On trouvera en outre dans ce numéro (p. 25) une brève présentation du C.L.E.P.R. que son responsable, mon collègue Pierre Cuenat, avait bien voulu me demander.

A la suite de la bibliographie, et du rappel des données statistiques essentielles, sont cités et résumés (pp. 4 et 5) les textes officiels, y compris la circulaire du 9 avril 1975, postérieure à notre Colloque, mais conforme aux vœux qui s'y étaient exprimés : celle qui a intégré pour ces enfants dans le cadre de la vie scolaire un enseignement de leurs langues et cultures nationales, qui n'était jusque là possible qu'en dehors du temps scolaire.

On insiste à juste titre sur ce que l'application des principes posés par ces documents officiels demeure très insuffisante : les institutions scolaires restent bien au-dessous des besoins à satisfaire. Le Cahier s'ouvre à ce sujet sur une article extrêmement pessimiste de M. Jean Aubegny, professeur à l'Ecole Normale de Châteauroux : il nous rappelle (p. 8) que, « *alors que le nombre des enfants des travailleurs migrants s'élève à environ 900 000, le nombre des classes d'initiation au niveau de l'école élémentaire est encore extrêmement faible et qu'environ 14 000 enfants seulement peuvent y être accueillis* » ; quant aux classes d'adaptation en C.E.S. ou C.E.T., « *elles viennent juste d'être créées, et ce en petit nombre* ». L'auteur, qui intitule son article : « *Un bilan d'échec* » estime, sans nous préciser malheureusement ses sources, que « *30 % des enfants de travailleurs migrants arrivent au terme de leur scolarité obligatoire en ne sachant ni lire ni écrire* ».

D'autres montreront (pp. 22-24) que pour ceux même qui sont à peu près régulièrement scolarisés, on ne saurait parler sérieusement d'une quelconque « *égalité des chances* » avec les petits Français : leur orientation est défectueuse, et, même pour les plus doués pour les études, s'opère d'une manière quasi automatique vers les C.E.T. ... quand ils y trouvent de la place.

Ils sont, au niveau des classes d'initiation ou d'adaptation, l'objet, notamment, d'une étude de MM. Grange (dont on se rappelle l'importante contribution à nos travaux de Marly) et Chérel ; étude un peu trop technique pour que nous puissions songer à en reprendre ici les détails. Retenons seulement ce qui est dit du caractère fondamental des motivations (tout effort est à peu près vain si l'enfant étranger n'est pas fortement motivé à apprendre le français), de la priorité qui doit être accordée à l'expression orale, de l'attention qui doit être portée à la prononciation, des risques d'interférence entre la langue maternelle et le français.

Touchant les classes d'initiation, on ne manque pas de signaler (p. 22) le danger qu'elles deviennent des « *classes-ghettos* » et on pense, pour parer à ce péril, qu'il faut « *qu'on puisse y entrer et en sortir suivant le cas de chacun* ». D'autres insistent sur les difficultés qui procèdent de leur hétérogénéité, puisque « *les enfants qui y sont regroupés sont différents par l'âge (de 8 à 12 ans), par le niveau linguistique et scolaire, par l'origine ethnique* » ; la suggestion de présenter des exercices de difficulté graduée de telle manière que chaque enfant « *puisse s'arrêter plus ou moins tôt selon son niveau* » m'a paru excellente.

problèmes psychologiques et psycho-sociologiques

Sur les rapports entre enfants français et étrangers, on constate que, parfois difficiles et conflictuels au début, ils s'améliorent ensuite rapidement : « *En début d'année, on assiste souvent à des bagarres entre Français et étrangers de la classe d'initiation* » ; mais en cours d'année, « *au fur et à mesure que les enfants immigrés parlent le français et peuvent communiquer avec les autres, ils arrivent à jouer avec tous les enfants de la cour* » (p. 27). Beaucoup de maîtres déclarent « *que les enfants de migrants sont très bien accueillis et qu'il n'y a contre eux aucune manifestation de racisme* » (p. 26) ; certains insistent sur le caractère bénéfique de leur présence pour leurs petits camarades français ; ils estiment (même

page) que « *l'enfant dont le sens de la fraternité aura été développé par le contact avec des enfants d'origine différente en aura tiré un enrichissement du point de vue humain* », car « *il est bon que les jeunes Français sachent que l'on peut vivre et penser autrement qu'eux* » (p. 20).

Ces observations, ces témoignages, ces réflexions rendent, on le voit, un son nettement plus optimiste que nombre de ceux qui s'étaient exprimés à Marly.

Même remarque pour ce qui concerne l'action du maître. On a raison de souligner tout ce que peut cette action pour « *créer en classe un climat de confiance entre lui et les enfants, et entre les enfants et eux-mêmes* » (p. 29), ou encore (p. 20) pour encourager l'entraide si souhaitable entre enfants français et étrangers. On a raison d'inviter le maître à favoriser l'enfant qui éprouve des difficultés dans le domaine de l'expression linguistique par « *la valorisation de ses possibilités dans d'autres domaines et notamment dans la pratique d'autres « langages » que l'expression écrite ou orale* » ; j'attache beaucoup de prix à cet excellent conseil. La seule chose qui me gêne un peu est que l'on paraît postuler chez tous les maîtres, à la fois la capacité (le problème de leur formation n'est qu'effleuré) et la ferme volonté de satisfaire à toutes les exigences de cette difficile pédagogie. Le fait douloureux qu'après tout, les maîtres sont des Français parmi les Français, et pas du tout protégés par je ne sais quelle grâce d'état contre les passions des autres Français, le fait, pour parler clair, qu'il y a aussi des enseignants racistes, est entièrement passé sous silence.

C'est là une des rares réserves que je ferais sur l'étude de nos amis des **Cahiers Pédagogiques**. Je souscrirais par contre, et cette fois sans réserve, à ce qu'ils disent des attitudes des parents français, qui me paraissent avoir été présentées avec autant d'objectivité que de mesure.

Selon eux, « *dans les classes où le pourcentage d'enfants étrangers est faible, on ne signale généralement pas de réaction hostile... et si beaucoup se contentent d'ignorer les immigrés, quelques-uns acceptent ou, plus rarement encouragent, la fréquentation de leurs enfants et des enfants étrangers* » (p. 28). Il en va, et il ne peut manquer d'en aller autrement « *lorsque le pourcentage d'élèves étrangers est important parce qu'ils ont alors le sentiment que le niveau de la classe s'en trouve abaissé et compromet la réussite de leurs propres enfants* ». Et ces observateurs d'ajouter fort justement qu'on ne peut dire qu'il s'agisse là à proprement parler d'une « *attitude raciste* ».

Sur le même sujet de la scolarisation des enfants d'immigrés, je voudrais au moins signaler encore deux vivants reportages sur les écoles du Petit-Nanterre et

du Port de Gennevilliers, parus dans la revue **L'Education** n° des 6 et 13 mai 1976. L'auteur, Jean-Pierre Velis, a travaillé à Gennevilliers les meilleurs guides en Jean-Paul et Josette Savard, avec lesquels nous avons eu nous-mêmes jadis la bonne fortune de travailler.

Marc-André BLOCH



Un balayeur noir « *balaye les trottoirs de la ville, tout seul avec son balai... Les gens passent à côté de lui, vite, vite, sans le regarder... Comme il n'a personne à qui parler, il parle à son balai...* »

Jusqu'au jour où « *il ramène au bout de son balai une moufle, une très jolie moufle en laine rouge avec deux pompons blancs...* »

Car c'est en cherchant patiemment dans la grande ville le jeune étourdi qui l'a perdue que le balayeur trouvera « *ce qu'il y a de meilleur au monde : ... un ami.* » ! (2)

C'est une histoire racontée par L. Delaby avec beaucoup de délicatesse et de sensibilité. Sans discours moralisateurs, l'auteur prend son petit lecteur par la main pour l'amener à regarder celui que personne ne « *voit* », derrière le mur de l'indifférence et de l'anonymat des grandes villes.

Quant au style, le rythme poétique du récit, avec la mise en valeur de petits détails significatifs, est lui aussi particulièrement bien adapté à la sensibilité des tout jeunes enfants.

Et les illustrations de M. Daufresne sont d'une qualité assez exceptionnelle : très finement dessinées et peintes comme à l'aquarelle, avec maintes notes d'humour dans la représentation des personnages de la rue et maints petits détails « *pris sur le vif* », amusants ou pittoresques.

Après « *Joselito* » et « *Rosa ma tortue* », voici un autre Album du Père Castor à ranger dans la bibliothèque des « *Livres qui apprennent à aimer* ».

Renée BABOULÈNE

(1) Pour les petits : chez Flammarion - album du Père Castor.
(2) Les passages entre guillemets sont des citations.

pour la maternelle

A l'initiative du Conseil de l'Europe, un colloque sur « *Les enfants d'immigrés à l'école maternelle* » s'est tenu à Berlin-Ouest. On comptait parmi les délégués français Madame H. Gratiot-Alphan-déry, professeur de psychologie à l'Université R. Descartes de Paris, membre du C.L.E.P.R., et M. J. Cléry, inspecteur départemental chargé de recherche au C.R.E.D.I.F. (Centre de Recherche et d'Etude pour la Diffusion du Français).

Les participants sont tombés d'accord pour dire que la scolarisation des enfants d'immigrés n'intervient jamais trop tôt ; elle doit leur permettre d'apprendre rapidement la langue du pays de séjour ; elle doit aussi jouer un rôle d'accueil, en établissant un lien entre ce pays et la famille immigrée, trop souvent isolée. L'enseignement dès la maternelle, de la langue et de la culture d'origine souhaité par les pays d'immigration, pose de nombreux problèmes, résolus avec des choix et des succès divers par les différents pays européens. (Le Monde du 4 janvier 1977)



« *Education à la Fraternité* » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités : en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation.

Président d'honneur : **Marc-André Bloch**. Présidence : **Yves Boulongne, Jean Pihan, Olga Wormser-Migot**.

Montant de la cotisation :
Membre actif : 10 F.
Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

Adresser les adhésions au C.L.E.P.R. - 120, rue Saint-Denis - 75002 Paris avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Baboulène, Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35, Paris).

Scorpion manufacture
de prêt à porter
chemisiers, ensembles
sportswear, pantalons
jupes

MAC GERAL
BOUTIQUE
89 rue réaumur
75002 paris tél. 236 17 86
magasin de vente :
102 rue d'aboukir
75002 paris tél. 233.23.36

Scorpion

FABRICANT IMPORTATEUR

KESTAND - DAHELE
CHAUSSURES POUR HOMMES ET FEMMES
STYLE BOUTIQUE - TOUT CUIR
sur STOCK

Magasin de Vente en Gros et Bureau
DAHELE
18 et 20 rue Meslay, 75003 PARIS
Tél. 272-60-02

Usine
KESTAND
64 rue du Pré Saint-Gervais
75019 PARIS Tél. 205-88-47

inde
afghanistan
L. VEXELMANS
56, rue des Petites Ecuries - 75010 Paris
Tél. 770.92.44 / 246.80.19
Télex : VEXMANS 290 687

tiburce
PRÊT A PORTER
FEMMES ET ENFANTS
31, RUE DU MAIL
75002 PARIS
Téléphone 236.38.97 et 260.57.03

S. A. d'Exploitation des
E^{ts} TUCHMINTZ
10, Passage du Chantier - PARIS-12^e
Téléphone : 307-57-92 344-50-06

FABRIQUE DE SIÈGES EN TOUS GENRES
Anglais - Modernes - Styles
CANAPÉS CONVERTIBLES

ETABLISSEMENTS
70, rue du Molinel, LILLE **JITEX**
Tél. 54.86.21

BONNETERIE
GROS ET DEMI-GROS

FOURRURES - PELLETERIES
TRAVAIL A FAÇON

R. WALLET
40, Rue d'Enghien
75010 PARIS Téléphone : 770-83-20

ARTICLES - CADEAUX **GROS**
MAROQUINERIE 1/2 GROS
SERVIETTES - PORTE-DOCUMENTS

MICHELER
Société Anonyme au Capital de 200.000 Francs
70, RUE DU TEMPLE, 75003 PARIS
Tél. : 887.72-11

blow-up
prêt-à-porter

234 rue leon gambetta
59000 lille tél 54.24.18

FABRIQUE DE LINGERIE
Société à Responsabilité Limitée Capital 60 000 F

ETABLISSEMENTS
ESSON
marques *Jolirève*
Carmencita
38, rue des Gravilliers, PARIS-3^e
Tél. : 272 38-84 - 508 94-90

CRÉATIONS LINGERIE
FEMME ET ENFANT
Eliane

FONDS DE ROBE ENSEMBLES COORDONNES
CHEMISES DE NUIT ROBES DE CHAMBRE
JUPONS, SLIPS, SOUTIENS GORGES ...
11, RUE BARODET - 69004 LYON
TÉLÉPHONE 16 (78) 29.83.60

EGET
ENTREPRISE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ ET DE TRAVAUX
204-216, rue Franklin-Roosevelt
69120 Vaulx-en-Velin
Tél. (78) 49.36.78 (lignes groupées)
Agence Terrenoire : Aux Cinq-Chemins (42) TERRENOIRE Tél. (16-77) 32.14.03

J.-F. HARVARD
Palais des Congrès
PLACE DE LA PORTE MAILLOT, 75017 PARIS
☎ 758.24.16

VIRGINIE
58, RUE DE CLERY - 75002 PARIS
☎ 233-59-91 - 236-96-01 - 508-14-08

thérèse baumaire
7, Rue des Filles du Calvaire
75003 PARIS
278-66-04
☎ 272-32-09
278-37-12

